



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale des collectivités locales
Sous-direction des finances locales
et de l'action économique
Bureau du financement des transferts
de compétences

Paris, le **10 JAN. 2017**

NOTE D'INFORMATION

Instruction relative aux compensations financières des transferts de compétences inscrites dans la loi de finances initiale pour 2017

NOR : INTB1700185N

Réf. : Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017

P. J. : 1 fiche et 6 annexes

Cette présente note, dont il vous appartient de transmettre les éléments pour information aux exécutifs régionaux et départementaux, présente les montants de compensation financière retenus par la loi de finances initiale (LFI) pour 2017 pour les collectivités territoriales concernées par les transferts de compétences prévus principalement par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et par les réformes réglementaires intervenues ultérieurement dans le champ des compétences transférées (fiche relative à la compensation financière des charges transférées depuis 2005 et ses annexes).

*Le directeur général des collectivités locales à Mesdames et Messieurs les préfets de
départements et de régions de métropole et d'outre-mer*

Cette note et ses annexes retracent l'intégralité des mesures inscrites en loi de finances initiale (LFI) pour 2017 en matière de transferts de compétences. Elle présente les différents vecteurs de compensation financière ainsi que les montants de compensation financière, expliqués et commentés, que recevront à compter de 2017 les départements, les régions, certaines communes et groupements de collectivités territoriales au titre notamment de chaque compétence transférée entre 2005 et 2016 sur le fondement de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL), de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).



Pour information, le bilan des travaux annuels de la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC) ne figure plus au sein de cette note mais sera inséré dans le rapport d'activité annuel de cette commission.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre les éléments de la présente note aux présidents de conseils départementaux et aux présidents de conseils régionaux.

Bien entendu, mes services (dgcl-sdflae-fl5-secretariat@interieur.gouv.fr – Tél. : 01 49 27 43 97) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires qui vous paraîtraient utiles.

Pour le ministre et par délégation
le directeur général
des collectivités locales



Bruno DELSOL

LISTE DES PIÈCES JOINTES

- **Fiche** relative aux montants de la compensation financière de chacun des transferts opérés depuis 2005
- **Annexe 1** : Tableaux récapitulant les montants des droits à compensation pour les régions métropolitaines sous forme de TICPE
- **Annexe 2** : Tableaux récapitulant les montants des droits à compensation pour les régions d'outre-mer (DGD)
- **Annexe 3** : Tableaux récapitulant les montants des droits à compensation pour les départements sous forme de TSCA et de TICPE
- **Annexe 4** : Tableaux récapitulatifs des mesures de compensation ouvertes en 2017 sous forme de DGD pour les régions métropolitaines, les départements, les communes et leurs groupements
- **Annexe 5** : Répartition de la compensation de la nouvelle prime d'apprentissage
- **Annexe 6** : Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services

**FICHE relative aux montants de la compensation financière
de chacun des transferts opérés depuis 2005**

Au titre des transferts de compétences intervenus depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL), les charges nouvelles transférées en 2017, compensées par des fractions de taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE), s'élèvent dans la LFI pour 2017 (article 34), hors compensation du RSA, à 29,03 M€, dont 28,728 M€ pour les régions métropolitaines et 0,301 M€ pour les départements.

En conséquence, la LFI pour 2017 prévoit le transfert, hors régions d'outre-mer, de 6,317 Md€ dont 2,823 Md€ sous forme de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) et de TICPE aux départements et 3,494 Md€ sous forme de TICPE aux régions métropolitaines pour la compensation des charges transférées entre 2005 et 2017.

Compensation LRL (TICPE / TSCA)			
Tranche	Départements	Régions	Total
2005	136 686 719 €	453 090 589 €	589 777 309 €
2006	126 395 562 €	583 961 422 €	710 356 984 €
2007	1 013 252 455 €	1 308 319 554 €	2 321 572 009 €
2008	1 099 723 799 €	609 240 012 €	1 708 963 811 €
2009	322 476 888 €	222 708 723 €	545 185 610 €
2010	85 523 570 €	37 763 098 €	123 286 668 €
2011	17 869 250 €	7 047 306 €	24 916 556 €
2012	13 059 382 €	1 650 662 €	14 710 044 €
2013	4 296 897 €	3 483 385 €	7 780 282 €
2014	2 314 876 €	1 484 745 €	3 799 621 €
2015	623 678 €	211 930 154 €	212 553 833 €
2016	242 908 €	25 240 637 €	25 483 545 €
2017	301 459 €	28 727 918 €	29 029 377 €
Total	2 822 767 444 €	3 494 648 205 €	6 317 415 649 €

Les régions d'outre-mer percevront quant à elles 146,45 M€ sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) au titre de la compensation des compétences transférées, portant ainsi le montant total de la compensation des transferts issus des lois LRL, MAPTAM et NOTRe à plus de 6,463 Md€¹.

I. Modalités et compensation financière des transferts de compétences par année

Cette compensation s'effectue au moyen de trois vecteurs différents :

- la fiscalité d'Etat : la TICPE pour les transferts de compétences aux régions métropolitaines et la TSCA, complétée à compter de 2008 par la TICPE, pour les transferts de compétences aux départements ;

¹ Auquel s'ajoutent certaines compensations versées sous forme de crédits budgétaires (ports, domaine public fluvial, etc.), détaillées au point 6.2 (cf. *infra*).

- la DGD : pour compenser certains transferts aux régions d'outre-mer ainsi que des transferts spécifiques, en particulier ceux bénéficiant à des groupements de collectivités territoriales ;
- les crédits budgétaires des ministères.

Les modalités de la compensation aux départements :

A l'origine de la mise en œuvre de la loi LRL, les transferts aux départements ont été principalement compensés par un transfert de fiscalité et notamment une fraction de taux de la TSCA afférente aux véhicules terrestres à moteur (au taux de 18 %). Le calcul de la fraction de TSCA revenant à chaque département s'effectue à partir de l'assiette 2004 de la TSCA.

Toutefois, cette taxe n'étant plus suffisante pour financer la totalité des compétences transférées depuis 2005, la LFI pour 2008 a attribué aux départements la TSCA afférente aux contrats incendie et navigation dont le rendement a été respectivement en 2004 de 517,4 M€ et de 21,3 M€, ainsi qu'en complément, une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), remplacée désormais par la TICPE. Depuis, les nouvelles tranches de compensation versées aux départements sont financées par majoration des fractions de TICPE transférées.

Cette compensation par transfert de fractions de TSCA et de TICPE aux départements est mise en œuvre par le III de l'article 52 de la LFI pour 2005, qui est modifié chaque année pour ajuster les fractions en fonction des nouvelles charges à compenser.

Les compensations résultant du transfert du RMI et de la généralisation du RSA sont également assurées par le transfert aux départements et à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon d'une part du produit de la TICPE², en application respectivement des articles 59 de la LFI pour 2004 et 51 de la LFI pour 2009.

Enfin, la mise en œuvre du RSA à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2012 dans les conditions définies par l'ordonnance n°2011-1641 du 24 novembre 2011 donne également lieu au versement au Département de Mayotte d'une compensation sous forme de fraction de produit de TICPE en application de l'article 39 de la LFI pour 2012.

Les modalités de la compensation aux régions :

Il est attribué aux régions une fraction de tarif de la TICPE afin de financer les transferts de compétences prévus depuis la loi LRL. Depuis 2006, les régions perçoivent une recette calculée non plus en fonction des consommations nationales de carburant enregistrées sur l'ensemble du territoire, mais sur la base des consommations de carburant constatées sur chaque territoire régional. Entre 2007 et 2016, les régions ont ainsi été autorisées à moduler, sous certaines limites et conditions, les fractions régionales de tarif de TIPP (devenue TICPE).

L'article 89 de la LFR pour 2016 supprime, à compter du 1^{er} janvier 2017, ce dispositif dit de « modulation loi relative aux libertés et responsabilités locales » et procède à l'affectation d'une fraction de tarif de 1,77 €/hL applicable aux supercarburants et de 1,15 €/hL applicable au gazole vendus aux consommateurs finals sur leur territoire.

² Cette part est toutefois distincte de la « TICPE-LRL » évoquée *supra*.

De cette façon est assurée la conformité du droit français avec l'article 19 de la directive 2003/96 du conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité sans que cette suppression ne remette en cause les modalités de calcul du droit à compensation des régions définies à l'article 40 de la LFI pour 2006.

La TICPE n'étant pas perçue dans les régions d'outre-mer, les transferts effectués au profit des régions d'outre-mer à ce titre demeurent donc compensés sous forme de DGD.

Par ailleurs, le X de l'article 2 de la LFR pour 2015 prévoit que les transferts de compétences prévus par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et par la loi NOTRe du 7 août 2015³ sont compensés aux régions sous forme de TICPE calculée en fonction des consommations nationales de carburant enregistrées sur l'ensemble du territoire. Ainsi, pour ces transferts uniquement, les régions d'outre-mer perçoivent, à compter de 2016, à l'instar des régions métropolitaines, une fraction de produit de TICPE.

Vous trouverez aux annexes 1 à 3 des tableaux récapitulatifs des montants de compensation transférés sous forme de TSCA et de TICPE aux départements, de TICPE aux régions métropolitaines et de DGD aux régions d'outre-mer. Ces tableaux sont présentés par tranche annuelle et par collectivité territoriale.

Chaque tranche correspond en principe à l'année d'entrée en vigueur des transferts entraînant le transfert des ressources. Toutefois, lorsque des transferts ont été financés en gestion, par les ministères décentralisateurs, la première année n du transfert, ils figurent dans les tableaux au titre de l'année n+1, première année au cours de laquelle ils ont été financés par un transfert de TICPE ou de TSCA.

II. Les principales mesures de la LFI pour 2017

1. Compensation aux régions du transfert au 1^{er} janvier 2017 du dispositif NACRE prévu par la loi NOTRe du 7 août 2015

L'article 7 de loi NOTRe du 7 août 2015 transfère aux régions la charge du financement des actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes. Par nature compensables, les montants provisionnels consacrés par l'Etat à ces mesures sont attribués aux régions, sur la base de la moyenne des dépenses provisoires avant le transfert, étant entendu que le montant définitif devra ultérieurement prendre en compte la dépense constatée durant les trois années qui précèdent le transfert (2014 - 2016).

Ce montant provisionnel s'élève à 22 042 557 €⁴ et fait l'objet d'une inscription en LFI 2017 sous forme de TICPE (article 34).

³ Il s'agit principalement du transfert à compter du 1er juillet 2015 des services chargés de la gestion des fonds et programmes européens et du transfert, à compter du 1er janvier 2016, des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS).

⁴ Dont 1 647 012 € sont issus des frais de gestion de l'agence de services et de paiements (ASP).

2. Compensation aux régions du transfert des services chargés de la gestion des fonds et programmes européens prévu par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014

L'article 78 de la loi MAPTAM prévoit le transfert aux régions des services chargés de la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020. Les deux premières vagues de transferts définitifs, au 1^{er} juillet 2015 et au 1^{er} janvier 2016, ont eu lieu conformément aux dispositions du décret n° 2015-783 du 29 juin 2015. La LFI pour 2017 (article 34) prévoit désormais la compensation financière pour la 3^{ème} vague, soit les transferts définitifs au 1^{er} juillet 2017.

La compensation financière qui en découle prend en compte certaines catégories de charges (frais de fonctionnement, postes vacants, fractions d'emploi, agents titulaires et non titulaires, action sociale) dans les conditions suivantes :

- La compensation est calculée conformément aux dispositions de la loi MAPTAM et aux principes retenus par la commission consultative sur l'évaluation des charges.
- Les personnels dont la rémunération était en partie financée par l'Etat avec les crédits de l'assistance technique sont transférés avec ces crédits : les dépenses effectuées par l'Etat en tant qu'autorité de gestion des fonds européens s'entendent donc nettes des crédits de l'assistance technique.
- Les personnels ayant exercé leur droit d'option (intégration ou maintien en détachement) sont compensés au coût réel. La compensation financière des fractions d'emplois, emplois disparus ou devenus vacants s'effectue sur la base du coût en pied de corps.
- La méthode d'évaluation de la compensation financière due au titre des frais de fonctionnement s'effectue sur la base d'une évaluation des frais de fonctionnement des services, hors loyers, exprimée en ratios moyens (€/ETP) nationaux. Un ratio moyen national est déterminé par chaque employeur dont des effectifs sont à transférer.

La compensation prévue au titre de 2017 s'élève à 2,394 M€. Elle est allouée aux régions métropolitaines et d'outre-mer au titre :

- des postes devenus vacants en 2016 et des agents ayant exercé leur droit d'option avant le 31 août 2016, dans les services chargés de la gestion des fonds européens transférés au 1^{er} juillet 2015 et au 1^{er} janvier 2016 ;
- des dépenses des services chargés de la gestion des fonds européens transférés au 1^{er} janvier 2017 (frais de fonctionnement, postes vacants intermédiaires, fractions d'emploi, agents non titulaires, agents ayant opté avant le 31 août 2016).

3. Compensation des réformes réglementaires des formations sanitaires

Postérieurement au transfert des formations sanitaires aux régions, depuis le 1^{er} juillet 2005, certaines de ces formations ont été réformées par voie réglementaire. Les charges nouvelles résultant des différentes réformes opérées (notamment l'alignement des formations sur le système universitaire « LMD ») font systématiquement l'objet d'une compensation financière, en application de l'article L.1614-2 du code général des collectivités territoriales. Pour une présentation exhaustive de ces réformes et des modalités de calcul des compensations accordées, vous pouvez consulter les instructions antérieures relatives aux compensations financières des transferts de compétences inscrites en lois de finances.

La LFI pour 2017 ajuste la compensation provisionnelle accordée aux régions au titre de la réforme « LMD » du cursus de masseur-kinésithérapeute, issu de l'arrêté du 2 septembre 2015.

La formation des masseurs-kinésithérapeutes sous format LMD, qui permet la reconnaissance du diplôme au niveau licence (depuis la promotion 2015-2016), génère des charges nouvelles pour les régions et donne donc lieu à une compensation financière, selon une méthode définie antérieurement à l'occasion de la requalification d'autres diplômes de formations sanitaires en diplômes LMD. Ces modalités de calculs examinées lors de la CCEC du 10 janvier 2017 conduisent à un ajustement, de +1 891 406 € versé en LFI pour 2017 aux régions, au titre de la seconde année universitaire au format du nouveau diplôme. Cette compensation provisionnelle fera l'objet d'une révision ultérieure afin de prendre en compte la réalité des charges nouvelles effectives au sein des instituts de formations de masseurs-kinésithérapeutes (IFMK) et aboutir ensuite à la fixation d'un droit à compensation définitif par arrêté interministériel.

Par ailleurs, s'agissant de la 1^{ère} année de formation universitaire⁵, les montants attribués aux régions d'outre-mer (DGD ROM), inscrits en LFR 2016 font l'objet d'une consolidation en LFI 2017 pour un montant de 20 206 € (cf. annexe 2).

4. Compensation aux régions du transfert partiel au 1^{er} janvier 2016 de la gestion des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS) prévu par la loi du NOTRe 7 août 2015

Le transfert des agents des CREPS de l'Etat vers les conseils régionaux est prévu au 1^{er} janvier 2017. La LFI pour 2017 compense ainsi les premières dépenses liées à ce transfert.

Par ailleurs, la publication du décret du 1^{er} août 2016 relatif à la date et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services des CREPS permet le lancement du transfert juridique des agents de l'Etat aux conseils régionaux. Une première campagne d'option des agents a eu lieu avant le 31 août 2016. Cette campagne d'option donne lieu à l'inscription des crédits de compensation correspondant en LFI 2017. Il est à noter que plusieurs CREPS⁶ ne sont pas couverts par ce décret. Ils sont pris en compte par un second décret, publié le 22 décembre 2016, qui permet une première campagne d'option des agents concernés en août 2017. Cette campagne d'option sera compensée en LFI 2018.

La loi de finances pour 2017 compense d'ores et déjà les dépenses suivantes :

- Pour l'ensemble des CREPS : transfert des agents non-titulaires de droit public : 79,46 ETP pour un montant de 2,08 M€ ; transfert des agents non-titulaires de droit privé : 47,02 ETP pour un montant de 0,40 M€ ; vacations : 0,06 M€
- Pour les CREPS couverts par le décret du 1^{er} août 2016 uniquement : titulaires ayant opté pour l'intégration : 72,61 ETP pour un montant de 2,39 M€ ; titulaires ayant opté pour le détachement : 8 ETP pour un montant de 0,33 M€ ; action sociale des optants : 0,02 M€

Il est donc inscrit un montant de compensation sous forme de TICPE de 5,28 M€ pour les régions.

⁵ Une première compensation provisionnelle de 1 345 237 € est inscrite parallèlement en LFR 2016 afin de prendre en compte la 1^{ère} année universitaire de formation sous format LMD (cf instruction relative aux compensations financières des transferts de compétences inscrites dans la loi de finances rectificative pour 2016).

⁶ CREPS des régions Grand-Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Hauts-de-France et Réunion.

5. L'actualisation de la compensation financière aux régions des primes d'apprentissages prévues à l'article L.6243-1 du code du travail

L'article L. 6243-1 du code du travail prévoit le versement de primes d'apprentissage par les conseils régionaux aux employeurs d'apprentis de moins de onze salariés.

Ce dispositif, modifié par l'article 140 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, a remplacé l'ancienne indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) en incluant un dispositif transitoire de compensation pour les contrats conclus avant le 1er janvier 2014.

La compensation par l'Etat des nouvelles primes à l'apprentissage aux régions a fait, durant la période transitoire, l'objet d'arrêtés annuels précisant la répartition des montants entre l'ancien dispositif ICF et les nouvelles dispositions de primes⁷.

A compter de 2017, le montant de la compensation concerne uniquement la nouvelle prime pour l'apprentissage et est basé sur le nombre d'apprentis au 30 décembre 2013 conformément aux dispositions de compensation prévues à l'article 40 de la loi du 29 décembre 2013, soit 230 813 apprentis. La compensation étant fixée à 1 000 € par apprenti, elle s'établit donc à 230,8 M€ répartis entre les régions, inscrits en LFI 2017 sous forme de TICPE (cf. annexe 5).

La fixation définitive de ce montant et le projet d'arrêté de compensation correspondant seront examinés par la CCEC, au cours de l'année 2017.

6. Les compensations des transferts de services - Tranche 2017

Les nouvelles compensations inscrites en tranche 2017 sous forme de TICPE au profit des collectivités territoriales portent sur les transferts de personnels en provenance du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM) (hors transfert des services chargés de la gestion des fonds européens, traité supra).

L'année 2017 est en effet marquée par la compensation des postes d'ouvriers des parcs et ateliers (OPA) en charge des parcs de l'équipement au titre de la 3^{ème} campagne de droit d'option et suite à l'extinction de la période d'option.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des compensations ouvertes en tranche 2017 sous forme de TICPE au titre des transferts des services de l'équipement, réparties par « millésime » de services transférés, par objet et par niveau de collectivité, qui s'élèvent au total à 0,303 M€.

⁷ Pour 2016, l'arrêté du 18 octobre 2016 (JO du 7 décembre 2016) a fixé ce montant à 233 722 729 €.

Compensation des transferts des personnels de l'équipement – Tranche 2017 en M€				
Année et type de service transféré	Objet de la compensation	Départements	Régions	Groupements de communes
Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	<i>Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option</i>	54 269 €		
	<i>Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction de la période d'option</i>	58 902 €		
Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	<i>Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option</i>	120 782 €	331 €	
	<i>Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction de la période d'option</i>	68 498 €	331 €	
TOTAL tous transferts de service		302 452 €	662 €	

Vous trouverez la décomposition de ces compensations et de celles des précédentes tranches, par nature (agents non titulaires, optants, vacants, action sociale, formation...), au sein des annexes n°1 à 3 (TICPE régions, DGD ROM et TICPE départements) qui présentent les charges compensées par date de transfert des services considérés.

Il est rappelé que, par convention, les compensations relatives aux postes devenus vacants l'année N sont inscrites en année pleine en tranche N des annexes n°1 à 3, bien que dans les faits, l'année de la vacance de poste, la compensation est versée *pro rata temporis* et n'est versée en année pleine qu'à compter de l'exercice N+1.

7. Les compensations gérées sous forme de crédits budgétaires

7.1 La reconduction en 2017 des montants 2016 des dotations de fonctionnement et d'investissement

Hors mesures nouvelles détaillées ci-dessous, les montants 2016 de la DGD mentionnée à l'article L. 1614-4 du CGCT, de la DGD allouée à la collectivité territoriale de Corse, de la DRES et de la DDEC sont reconduits pour 2017.

Toutefois, il convient d'ores-et-déjà de signaler qu'en application du II de l'article 149 de la LFI pour 2017, le vecteur de compensation budgétaire que constitue la DGD allouée à la collectivité territoriale de Corse (dotation de continuité territoriale non comprise) sera remplacé à compter de 2018 par une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée.

Par ailleurs, seules les dotations de compensation spécifiques à certaines collectivités d'outre-mer continuent à bénéficier d'une indexation annuelle (*cf. infra*).

7.2 Les mesures nouvelles de compensation inscrites aux programmes de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)

Une nouvelle nomenclature budgétaire est entrée en vigueur en 2015 pour simplifier la structuration en 4 programmes de la mission RCT. Ainsi, les crédits de la DGD sont désormais ventilés au sein de la mission sur les 2 programmes suivants :

- 119 - Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements ;
- 122 - Concours spécifiques et administration, regroupant notamment les dotations outre-mer.

Les crédits des programmes 119 et 122 connaissent une majoration de leur montant en 2017 par rapport à 2016, en raison de la compensation de transferts de charges prenant effet au 1^{er} janvier 2017.

Le tableau de synthèse ci-après fait apparaître les variations des crédits budgétaires de compensation par rapport à l'an dernier.

Vous trouverez en annexe n° 4 des tableaux récapitulant les montants et l'objet des mesures nouvelles 2017 de compensation aux régions métropolitaines (tableau 1 de cette annexe), départements (tableau 2), communes et groupements de communes (tableau 3) versées sous forme de DGD. A noter que les mesures nouvelles 2017 ne se rattachent pas toutes à la « tranche 2017 », car certaines d'entre-elles ajustent des compensations dues au titre d'exercices antérieurs.

Les transferts qui donnent lieu à une compensation sous forme de DGD sont intégrés dans les crédits de chaque programme :

- La compensation aux collectivités territoriales et à leurs groupements des dépenses d'investissement et de fonctionnement résultant du transfert des ports départementaux (article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983) et des ports d'intérêt national (article 30 de la loi LRL) : son montant en valeur 2016 est égal à 52 186 268 €. Ces crédits ont été majorés de 1 026 269 € en LFI pour 2017 au titre de la compensation des transferts de postes d'OPA devenus vacants entre 2015 et 2016 ou ayant exercé leur droit d'option au 1^{er} janvier 2016 et au 1^{er} janvier 2017 (ainsi que des dépenses d'action sociale afférentes). Le montant total s'élève ainsi à 53 212 537 €.
- La compensation aux collectivités territoriales et à leurs groupements des dépenses résultant du transfert des aéroports (article 28 de la loi LRL) : son montant en valeur 2016 est égal à 3 962 759 €. Ces crédits ont été majorés de 74 371 € en LFI pour 2017 au titre de la compensation des transferts de postes d'OPA devenus vacants en 2015 ou ayant exercé leur droit d'option au 1^{er} janvier 2016 (ainsi que des dépenses d'action sociale afférentes). Le montant total s'élève ainsi à 4 037 130 €.
- La compensation aux communes et à leurs groupements du transfert des voies d'eau (article 32 de la loi LRL et articles L.3113-1 à L.3113-4 du code général de la propriété des personnes publiques) ou des services ou parties de services en charge des portions du domaine public fluvial transférées fait l'objet depuis 2012 d'un concours spécifique de la DGD, dit « domaine public fluvial » : ce concours a été abondé de 283 788 € par la LFI pour 2017 au titre du transfert, au 1^{er} janvier 2015, du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes à l'Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN). Ces crédits portent sur la compensation des transferts de postes devenus vacants ou des agents ayant exercé leur droit d'option au 1^{er} janvier 2016 et au 1^{er} janvier 2017. Le montant de ce concours de la DGD est ainsi porté à 2 002 781 € en 2017.

Sont par ailleurs majorées en LFI pour 2017, sur le programme 119 :

- la DGD de droit commun des départements au titre de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services places sous leur autorité. Les transferts d'agents entre l'Etat et les départements ont ainsi abouti à la majoration de la DGD d'un montant de 183 748 €.
- au titre de la DGD versée aux régions d'outre-mer en compensation des transferts de services des parcs de l'équipement transférés en 2011 (25 473 €) et en compensation des charges induites dans le domaine des formations sanitaires (20 206 €) (cf. annexe n°2).

Depuis 2009, plusieurs dotations spécifiques propres à certaines collectivités d'outre-mer relèvent de la mission RCT sur le programme 122. Il s'agit, au titre des dotations de compensation de transfert de compétences, de la dotation globale de compensation (DGC) de la Nouvelle-Calédonie et de la DGC de la Polynésie française.

Au regard des contraintes spécifiques à ces territoires, ces dotations font l'objet de règles d'indexation particulières :

- la DGC de Nouvelle-Calédonie évolue comme la somme du taux prévisionnel de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) et de la moitié du taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume de l'année en cours, sous réserve qu'il soit positif (ce taux d'évolution est de 1,75% pour 2017), sauf pour la partie de la dotation qui compense les charges d'investissement dans les lycées, qui évolue quant à elle chaque année dans la même proportion que la variation de la moyenne sur 4 trimestres de l'indice du coût de la construction en Nouvelle-Calédonie (ce taux s'élève à 0,5306 % pour 2017) ; la DGC de la Nouvelle-Calédonie s'élève en 2016 à 51 135 901 €, après indexation des compensations déjà inscrites.
- la DGC de Polynésie française évolue selon la DGF.

Crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales" consacrés au financement des transferts de compétences, répartis par programme							
		Crédits ouverts en LFI 2016		Montants LFI 2017		Mesures nouvelles LFI 2017	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Programme 119 – DGD des communes – Action 02							
DGD et concours particuliers	DGD - concours SCHS	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €		
	DGD - concours entretien voirie nationale ville de Paris	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €		
	DGD - concours transfert monuments historiques	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €		
	DGD - concours élaboration documents d'urbanisme	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €		
	DGD - concours pour le financement du transfert des compétences prévu à l'article L. 631-7-1 du CCH	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €		
	Total action 02	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €	0 €	0 €
Programme 119 – DGD des départements – Action 04							
DGD	DGD départements	265 153 924 €	265 153 924 €	265 337 672 €	265 337 672 €	183 748 €	183 748 €
	Total action 04	265 153 924 €	265 153 924 €	265 337 672 €	265 337 672 €	183 748 €	183 748 €
Programme 119 – DGD des régions – Action 05							
DGD	DGD droit commun	588 440 256 €	588 440 256 €	588 494 139 €	588 494 139 €	53 883 €	53 883 €
	ROM (Formation professionnelle, LMD IADE, parcs)					53 883 €	53 883 €
	SRV						
	DGD Corse	277 132 433 €	277 132 433 €	277 132 433 €	277 132 433 €		
	DGD STIF	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €		
	Total action 05	993 674 895 €	993 674 895 €	993 728 778 €	993 728 778 €	53 883 €	53 883 €
Programme 119 – DGD concours particuliers – Action 06							
DGD	DGD ACOTU	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €		
	DGD ports maritimes	52 186 268 €	52 186 268 €	53 212 537 €	53 212 537 €	1 026 269 €	1 026 269 €
	DGD bibliothèques	80 421 426 €	80 421 426 €	80 421 426 €	80 421 426 €		
	DGD aérodromes	3 962 759 €	3 962 759 €	4 037 130 €	4 037 130 €	74 371 €	74 371 €
	DGD Domaine public fluvial	1 718 993 €	1 718 993 €	2 002 781 €	2 002 781 €	283 788 €	283 788 €
	Total action 06	226 174 859 €	226 174 859 €	227 559 287 €	227 559 287 €	1 384 428 €	1 384 428 €
TOTAL P. 119		1 615 311 936 €	1 615 311 936 €	1 616 933 995 €	1 616 933 995 €	1 622 060 €	1 622 060 €
Programme 122 – Concours spécifiques et administration (* avec indexation)							
Dotations OM	DGC Nouvelle-Calédonie	50 378 593 €	50 378 593 €	51 135 901 €	51 135 901 €		
	DGC Polynésie française	1 002 451 €	1 002 451 €	1 002 451 €	1 002 451 €		
	DGC Saint-Martin	4 433 739 €	4 433 739 €	4 433 739 €	4 433 739 €		
TOTAL P. 122		55 814 783 €	55 814 783 €	56 572 091 €	56 572 091 €	0 €	0 €
TOTAL dotations de compensation		1 671 126 719 €	1 671 126 719 €	1 673 506 087 €	1 673 506 087 €	1 622 060 €	1 622 060 €

8. La compensation du revenu de solidarité active pour 2017 et le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI)

Le montant du droit à compensation alloué au titre du RSA est désormais définitif. Il a été fixé par arrêté du 21 janvier 2013 pour la métropole et par arrêté du 5 septembre 2014 pour les départements d'outre-mer, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et les collectivités d'outre-mer (COM).

Compte-tenu des ajustements à opérer en loi de finances pour faire concorder le droit à compensation définitif constaté par arrêté et les montants effectivement alloués au titre de la compensation du RSA, un dispositif d'échelonnement des reprises a été mis en œuvre depuis la LFI 2014 (cf. instruction du 6 janvier 2014).

L'article 34 de la LFI pour 2017 clôt la mise en œuvre de ce dispositif d'échelonnement avec la reprise pour la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon d'un montant de -11 310 € afin de solder la somme restant due à l'Etat après le vote de la LFI pour 2014.

Par ailleurs, la LFI pour 2017 comprend la réforme des critères de répartition de la 3^{ème} part du fonds et proroge ce dernier de manière illimitée (article 50).

En l'espèce, l'article 89 de la LFI pour 2017 modifie l'article L. 3334-16-2 du CGCT afin de rendre plus incitative la 3^{ème} part du FMDI, dite « part insertion » et encourager ainsi les départements dans leurs actions d'insertion.

Cette part, initialement répartie entre les départements sur la base du nombre de contrats aidés conclus en faveur des bénéficiaires du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles est désormais scindée en trois sous-enveloppes :

- Première sous-enveloppe, répartie sur la base des dépenses des départements au titre du revenu de solidarité active (35% de la part) ;
- Deuxième sous-enveloppe, répartie en fonction du nombre de contrats aidés conclus en faveur des bénéficiaires du revenu de solidarité active (55% de la part en 2017, cette fraction étant réduite de 10% chaque année jusqu'à atteindre 0% en 2023) ;
- Troisième sous-enveloppe, répartie en fonction de l'effort du département en matière de cofinancement des contrats aidés (10% de la part en 2017, cette fraction étant augmentée de 10% chaque année, pour atteindre 65% en 2023).

La liste des contrats aidés pris en compte est également revue :

- contrats à durée déterminée mentionnés aux articles L. 5132-5 (insertion par l'activité économique en entreprise), L. 5132-11-1 (insertion par l'activité économique en association) et L. 5132-15-1 du code du travail (ateliers et chantiers d'insertion),
- contrats d'accompagnement dans l'emploi mentionnés à l'article L. 5134-20 du même code,
- contrats initiative-emploi mentionnés à l'article L. 5134-65 du même code,
- emplois d'avenir mentionnés à l'article L. 5134-112 du même code.

Les contrats comptabilisés restent ceux conclus en faveur de bénéficiaires du revenu de solidarité active.

9. L'ajustement de la DGF au titre de la recentralisation sanitaire

La mise en œuvre de la recentralisation sanitaire prévue à l'article 71 de la loi du 13 août 2004, complétée par l'article 100 de la LFR pour 2004 dispose que les départements qui renonceront à l'exercice de cette compétence verront la part « dotation de compensation » de leur dotation globale de fonctionnement réduite d'un montant égal au droit à compensation établi sur la base de l'exploitation des comptes administratifs des départements de 1983, actualisé en valeur 2005. Compte tenu des choix de désengagement initialement opérés par 64 départements, le montant de la réfaction a été de 42,8 M€ dès 2006, soit 47,457 M€ en valeur 2016.

En outre, la loi prévoit que « la dénonciation de ces conventions entraîne à partir de l'année suivante une réduction de la DGF d'un montant égal à la DGD attribuée lors du transfert initial de compétence en direction des département actualisée du taux d'évolution cumulé de la DGD jusqu'à l'année suivant celle de la dénonciation ».

Entre 2007 et 2016, 27 départements ont décidé de mettre fin à tout ou partie des compétences en matière de prévention sanitaire qu'ils exerçaient par délégation, ce qui représentait une réfaction supplémentaire de 26,914 M€, après indexation sur les taux DGF de 2008 à 2016.

En 2017, 6 départements ont souhaité mettre un terme à tout ou partie des compétences exercées par délégation en matière de prévention sanitaire. Le montant de la réfaction sur la DGF inscrite en LFI 2017 au titre de ces nouvelles renonciations s'élèvent à 2 178 440 €, soit la répartition suivante :

Département renonçant à exercer leurs compétences au 01/01/2016 / réfaction en LFI 2017							
	Tuberculose	MST	Cancer	Vaccinations	Autre (dont lèpre)	Total réfaction en valeur 2005	Total réfaction valeur 2016
Alpes Maritimes (06)	415 362					415 362 €	446 475 €
Eure et Loir (28)	562 865				70 270	633 135 €	680 561 €
Indre et Loire (37)				216 565		216 565 €	232 787 €
Lot (46)	179 014			80 530		259 544 €	278 985 €
Orne (61)	241 707					241 707 €	259 812 €
Pyrénées Atlantiques (64)				260 320		260 320 €	279 820 €
Total						2 178 440 €	

Ainsi, la réfaction sur la DGF des départements concernés à ce titre en 2017 s'élève désormais à 84,788 M€ (en valeur 2017).

ANNEXES

Eléments d'explications sur la présentation des compensations inscrites dans chaque tranche des annexes n° 1, n° 2 et n° 3

La légende des différentes modalités d'inscription des montants de compensation figurant dans ces annexes se lit ainsi :

- d'une part, apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêtés interministériels, qu'ils soient d'ores et déjà publiés ou en passe de l'être après avoir été approuvés par la CCEC.
- d'autre part, apparaissent en italique les montants qui ont été modifiés de manière pérenne par la LFI pour 2017 ou la LFR pour 2016 et qui diffèrent dès lors de ceux figurant dans la note du relative aux compensations issues de la LFI pour 2016.

En outre, le montant des compensations des tranches 2005 à 2009 figurant respectivement dans les annexes n°1, 2 et 3 est décomposé par nature dans mes circulaires des 29 décembre 2008, 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 4 janvier 2013, 6 janvier 2014, 22 janvier 2015 et 7 janvier 2016 ou dans les arrêtés de compensation.

Le montant définitif de la compensation due en 2017 à chaque collectivité correspond à l'addition des tranches 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017.

- L'annexe n°1 concerne la compensation des transferts aux régions métropolitaines.
- L'annexe n°2 concerne la compensation des transferts aux régions d'outre-mer.
- L'annexe n°3 concerne la compensation des transferts aux départements.

Dans l'annexe n°2, les montants des tranches 2005 à 2009 sont estimés en « valeur 2017 », c'est-à-dire qu'ils correspondent aux montants des droits à compensation ouverts en loi de finances puis indexés jusqu'en 2008, dernière année précédant le gel de la DGD. Pour connaître le détail de chaque mesure, il convient de se référer aux circulaires antérieures.

Annexe n° 1
La compensation financière des transferts de compétences aux régions (compensation TSCA et TICPE)

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total tranche 2007	Total tranche 2008	Total tranche 2009	Total tranche 2010
Auvergne - Rhône-Alpes	49 930 560 €	14 795 078 €	198 957 839 €	38 209 562 €	19 967 654 €	4 051 672 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 157 601 €	7 329 600 €	66 051 194 €	42 427 022 €	9 158 595 €	2 682 831 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	96 045 490 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 386 €
Centre - Val de Loire	17 654 807 €	28 436 616 €	12 944 397 €	43 793 367 €	10 261 837 €	1 396 300 €
Corse	1 207 338 €	650 738 €	5 722 279 €	6 616 539 €	13 108 773 €	700 556 €
Grand-Est	44 520 116 €	16 270 368 €	89 213 499 €	77 467 175 €	57 085 232 €	4 254 259 €
Hauts-de-France	50 810 889 €	20 279 918 €	185 231 921 €	34 215 865 €	13 643 713 €	2 861 505 €
Ile-de-France	91 677 266 €	434 641 806 €	134 794 541 €	132 777 521 €	42 584 926 €	7 966 570 €
Normandie	30 567 155 €	14 668 862 €	68 246 791 €	48 637 952 €	6 874 853 €	1 712 375 €
Nouvelle-Aquitaine	40 965 206 €	13 445 560 €	133 734 468 €	73 223 914 €	18 302 252 €	2 976 453 €
Occitanie	35 554 341 €	11 128 169 €	98 517 526 €	72 012 098 €	8 622 987 €	3 166 067 €
Pays de la Loire	18 368 372 €	5 913 027 €	99 641 507 €	9 594 001 €	5 649 873 €	1 133 750 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 544 586 €	7 382 333 €	118 218 101 €	17 911 014 €	10 118 598 €	1 823 364 €
Total métropole	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €

REGIONS	TRANCHE 2011														
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Personnels des affaires sanitaires et sociales (loi LRL hors LAV)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Transfert de l'III domaniale (et dépenses de fonctionnement du service afférent) (gestion en 2010)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)				Total tranche 2011
			Application de la clause de sauvegarde au titre des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Agents non titulaires de droit public	Postes vacants 2011	Vacants Intermédiaires	Charges de vacations		Charges de vacations	Indemnités de service fait	Vacants Intermédiaires	Postes vacants 2011	
Auvergne - Rhône-Alpes	403 994 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	419 016 €
Bourgogne - Franche-Comté	171 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	171 001 €
Bretagne	118 163 €	7 184 €	0 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 250 576 €
Centre - Val de Loire	132 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €
Corse	14 272 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 976 €	352 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 600 €
Grand-Est	310 503 €	42 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	681 952 €
Hauts-de-France	476 083 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 117 €
Ile-de-France	722 903 €	36 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	759 657 €
Normandie	197 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 112 €
Nouvelle-Aquitaine	293 325 €	47 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 229 €
Occitanie	219 594 €	9 538 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	230 577 €
Pays de la Loire	127 243 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 243 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 587 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 587 €
Total métropole	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	5 976 €	352 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	7 047 306 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	5 976 €	352 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	7 047 306 €

Annexe n° 1
La compensation financière des transferts de compétences aux régions (compensation TSCA et TICPE)

REGIONS	TRANCHE 2012										Total tranche 2012
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme AFGSU (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (2ème tranche)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels des services en charge des voles d'eau transférés en 2011 (Alsace)		
				Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Postes devenus vacants en 2012	
Auvergne - Rhône-Alpes	181 006 €	-206 260 €	18 180 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 074 €
Bourgogne - Franche-Comté	78 005 €	-80 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 045 €
Bretagne	53 664 €	-69 065 €	9 184 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 422 979 €
Centre - Val de Loire	59 923 €	-66 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 513 €
Corse	6 602 €	-7 012 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 081 €	266 €	0 €	0 €	59 937 €
Grand-Est	140 520 €	-171 026 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 917 €	76 279 €	189 290 €
Hauts-de-France	211 784 €	-221 043 €	20 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 495 €
Ile-de-France	324 674 €	-382 136 €	47 302 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-10 160 €
Normandie	88 282 €	-95 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 077 €
Nouvelle-Aquitaine	131 856 €	-152 212 €	59 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 981 €
Occitanie	100 483 €	-116 510 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-3 793 €
Pays de la Loire	57 691 €	-70 117 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-12 426 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 667 €	-123 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-22 914 €
Total métropole	1 535 153 €	-1 760 804 €	220 573 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	60 081 €	266 €	89 917 €	76 279 €	1 650 662 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	1 535 153 €	-1 760 804 €	220 573 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	60 081 €	266 €	89 917 €	76 279 €	1 650 662 €

La compensation financière des transferts de compétences aux régions (compensation TSCA et TICPE)

REGIONS	TRANCHE 2013													
	Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (3ème tranche)	Réforme LMD pédicure- podologue (1ère tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiolo- gie médicale (1ère tranche)	Personnels de l'inventaire général du patrimoine culturel		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)	Total tranche 2013
								Ajustement des compensations au regard du bilan définitif de ce transfert et des arrêtés de compensation publiés	Compensation des personnels dits "associatifs" (2ème tranche)	Personnels ayant opté au 25/12/2011 (dernière campagne)	Action sociale des personnels ayant opté au 26/12/2011	Emplois disparus	Postes devenus vacants en 2013	
Auvergne - Rhône-Alpes	-155 036 €	223 185 €	-1 789 €	12 401 €	0 €	18 142 €	205 342 €	0 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	307 245 €
Bourgogne - Franche-Comté	-85 056 €	77 867 €	0 €	0 €	0 €	12 055 €	0 €	6 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 867 €
Bretagne	-56 168 €	112 402 €	-3 769 €	6 128 €	0 €	13 124 €	59 979 €	6 124 €	25 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	0 €	1 689 464 €
Centre - Val de Loire	-59 593 €	69 196 €	0 €	0 €	0 €	6 312 €	83 020 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 934 €
Corse	-8 096 €	14 004 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 908 €
Grand-Est	-142 173 €	258 579 €	-3 215 €	35 968 €	0 €	9 923 €	143 499 €	1 480 €	30 000 €	0 €	0 €	0 €	31 752 €	365 811 €
Hauts-de-France	-177 849 €	109 345 €	-3 747 €	13 781 €	0 €	7 638 €	50 596 €	4 891 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 655 €
Ile-de-France	-303 881 €	180 809 €	-6 430 €	31 479 €	0 €	0 €	208 125 €	6 131 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	131 234 €
Normandie	-80 170 €	85 038 €	0 €	0 €	0 €	12 348 €	51 271 €	0 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 487 €
Nouvelle-Aquitaine	-124 575 €	188 378 €	-2 236 €	40 088 €	38 857 €	22 657 €	124 934 €	7 891 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 994 €
Occitanie	-112 825 €	159 190 €	-4 162 €	8 153 €	34 703 €	9 427 €	146 181 €	2 298 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	243 175 €
Pays de la Loire	-59 423 €	100 199 €	0 €	0 €	1 645 €	0 €	51 700 €	4 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	98 612 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-96 704 €	163 866 €	0 €	0 €	0 €	5 884 €	50 984 €	3 969 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 000 €
Total métropole	-1 471 348 €	1 742 058 €	-25 337 €	147 996 €	75 104 €	117 509 €	1 155 631 €	43 378 €	140 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	31 752 €	3 483 385 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	-1 471 348 €	1 742 058 €	-25 337 €	147 996 €	75 104 €	117 509 €	1 155 631 €	43 378 €	140 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	31 752 €	3 483 385 €

Annexe n° 1
La compensation financière des transferts de compétences aux régions (compensation TSCA et TICPE)

REGIONS	TRANCHE 2014						
	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)						
	Emplois disparus (clause de sauvegarde)	Réforme LMD ergothérapeute (4ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (2ème tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (2ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)	Réforme AFGSU sages-femmes	Total tranche 2014
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	197 090 €	14 563 €	20 026 €	230 189 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	9 985 €	10 722 €	20 707 €
Bretagne	0 €	-339 €	0 €	57 428 €	10 752 €	8 375 €	76 216 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	60 339 €	5 171 €	5 623 €	71 133 €
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	32 069 €	-2 580 €	0 €	138 227 €	8 157 €	21 849 €	197 721 €
Hauts-de-France	0 €	-558 €	0 €	48 035 €	6 532 €	17 405 €	71 414 €
Ile-de-France	0 €	-1 489 €	0 €	200 959 €	0 €	20 038 €	219 507 €
Normandie	0 €	0 €	0 €	48 602 €	10 094 €	10 722 €	69 417 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	119 731 €	18 033 €	16 738 €	197 882 €
Occitanie	0 €	-417 €	41 656 €	141 180 €	7 614 €	16 619 €	206 652 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 902 €	49 008 €	0 €	8 768 €	59 677 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	48 950 €	4 544 €	10 734 €	64 228 €
Total métropole	32 069 €	-10 596 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	32 069 €	-10 596 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €

La compensation financière des transferts de compétences aux régions (compensation TSCA et TICPE)

REGIONS	TRANCHE 2015																		
	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (3ème et dernière tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (3ème et dernière tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (3ème tranche)	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014		Transfert de la gestion des fonds européens - 1ère vague (transfert au 1er juillet 2015)												Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Total tranche 2015
				Dépenses de fonctionnement	CFA du Mans Transfert de compétence de l'institut technique européen des métiers de la musique (ITEMM du Mans) au 1er janvier 2015	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants Intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 30/06/2015)	Fractions d'emploi	Postes devenus vacants en 2015	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	154 991 €	-7 704 €	0 €	28 122 810 €	0 €	41 024 €	41 490 €	0 €	271 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 262 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 624 439 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	-6 756 €	0 €	5 925 119 €	0 €	80 333 €	166 106 €	72 995 €	498 812 €	26 621 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 672 €	277 €	0 €	6 763 031 €
Bretagne	44 832 €	-6 725 €	0 €	8 373 008 €	0 €	27 515 €	25 496 €	0 €	73 439 €	41 650 €	119 479 €	0 €	308 €	0 €	56 425 €	0 €	257 €	0 €	8 699 001 €
Centre - Val de Loire	47 105 €	-3 234 €	0 €	7 119 380 €	0 €	27 310 €	0 €	61 509 €	228 845 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 480 696 €
Corse	0 €	0 €	0 €	258 826 €	0 €	12 112 €	0 €	0 €	40 581 €	0 €	31 525 €	0 €	462 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	344 162 €
Grand-Est	109 857 €	-5 228 €	0 €	21 438 197 €	0 €	50 627 €	0 €	115 885 €	328 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 037 865 €
Hauts-de-France	36 540 €	-5 371 €	0 €	20 971 479 €	0 €	67 098 €	61 834 €	214 517 €	308 537 €	0 €	39 976 €	66 327 €	813 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 761 750 €
Ile-de-France	160 833 €	0 €	0 €	33 074 311 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 235 144 €
Normandie	36 795 €	-6 209 €	0 €	12 084 909 €	0 €	84 899 €	17 616 €	39 720 €	457 414 €	33 460 €	40 598 €	0 €	924 €	33 225 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 790 126 €
Nouvelle-Aquitaine	93 731 €	-8 802 €	33 994 €	23 469 899 €	0 €	147 551 €	147 177 €	226 724 €	417 745 €	0 €	75 748 €	0 €	1 355 €	39 925 €	136 320 €	51 820 €	462 €	0 €	24 605 123 €
Occitanie	113 067 €	-4 253 €	30 215 €	24 314 155 €	0 €	78 290 €	74 959 €	125 288 €	414 343 €	0 €	78 026 €	0 €	308 €	0 €	0 €	100 097 €	308 €	0 €	25 224 398 €
Pays de la Loire	37 102 €	0 €	1 362 €	9 823 830 €	608 894 €	37 421 €	126 158 €	18 635 €	94 264 €	0 €	0 €	245 578 €	1 016 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 796 260 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 528 €	-1 547 €	0 €	8 281 506 €	0 €	43 650 €	47 764 €	39 720 €	294 363 €	0 €	52 487 €	0 €	462 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 796 932 €
Total métropole	873 380 €	-55 830 €	65 571 €	203 057 408 €	608 894 €	697 831 €	710 600 €	914 993 €	3 428 299 €	101 731 €	437 838 €	311 905 €	5 649 €	148 412 €	192 745 €	205 589 €	1 304 €	655 €	211 158 925 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 631 €	30 279 €	0 €	145 479 €	49 212 €	0 €	0 €	0 €	50 026 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 600 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 561 €	57 332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 893 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 952 €	23 637 €	43 270 €	271 085 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	393 944 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 839 €	0 €	38 953 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 792 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	111 982 €	111 247 €	82 224 €	416 564 €	49 212 €	0 €	0 €	0 €	50 026 €	0 €	0 €	0 €	0 €	771 230 €
Total global	873 380 €	-55 830 €	65 571 €	203 057 408 €	608 894 €	809 814 €	821 847 €	997 217 €	3 844 862 €	150 944 €	437 838 €	311 905 €	5 649 €	198 438 €	192 745 €	205 589 €	1 304 €	655 €	211 930 154 €

Annexe n° 1
La compensation financière des transferts de compétences aux régions (compensation TSCE et TICPE)

REGIONS	TRANCHE 2016															
	Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague (transfert au 1er janvier 2016)										Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Loi NOTRe	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014		Réforme LMD pédicure-podologue (4ème tranche)	Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)
	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option			Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Transfert des CREPS au 1er janvier 2016 - Compensation provisionnelle des dépenses d'investissement		
Auvergne - Rhône-Alpes	92 579 €	0 €	99 804 €	386 307 €	38 773 €	1 016 €	13 384 €	0 €	0 €	0 €	0 €	717 833 €	726 533 €	0 €	0 €	138 919 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	563 411 €	725 420 €	0 €	0 €	65 671 €
Bretagne	2 450 €	0 €	0 €	31 537 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	723 650 €	0 €	0 €	58 598 €
Centre - Val de Loire	13 938 €	0 €	53 701 €	16 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 611 €	1 874 €	236 662 €	0 €	45 464 €
Corse	4 658 €	25 802 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	31 924 €	0 €	0 €	187 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	2 006 281 €	719 524 €	0 €	0 €	101 538 €
Hauts-de-France	23 318 €	0 €	0 €	164 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	153 513 €	816 €	0 €	619 401 €	2 116 165 €	290 783 €	0 €	142 455 €
Ile-de-France	39 218 €	0 €	199 872 €	192 391 €	0 €	0 €	33 460 €	0 €	0 €	0 €	0 €	597 105 €	1 294 392 €	0 €	0 €	324 312 €
Normandie	11 270 €	0 €	0 €	73 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	453 611 €	0 €	0 €	81 330 €
Nouvelle-Aquitaine	30 264 €	0 €	0 €	324 673 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 512 349 €	1 579 515 €	0 €	-5 165 €	120 733 €
Occitanie	39 868 €	0 €	0 €	361 416 €	0 €	0 €	0 €	60 241 €	0 €	154 €	0 €	1 462 364 €	1 223 312 €	0 €	-5 203 €	80 826 €
Pays de la Loire	8 850 €	31 059 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	91 630 €	431 €	0 €	154 228 €	853 645 €	0 €	-164 €	65 671 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 845 €	154 €	0 €	1 206 705 €	710 162 €	0 €	0 €	99 516 €
Total métropole	306 907 €	56 861 €	353 377 €	1 738 721 €	38 773 €	1 016 €	46 845 €	60 241 €	284 988 €	1 863 €	330 €	8 873 287 €	11 127 804 €	527 445 €	-10 532 €	1 325 033 €
Guadeloupe	5 044 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	19 841 €	0 €	4 255 €	96 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	32 110 €	0 €	0 €	62 378 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267 517 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €
Total Outre-mer	56 995 €	0 €	4 255 €	158 708 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267 517 €	0 €	0 €	0 €	20 206 €
Total global	363 902 €	56 861 €	357 631 €	1 897 429 €	38 773 €	1 016 €	46 845 €	60 241 €	284 988 €	1 863 €	330 €	9 140 804 €	11 127 804 €	527 445 €	-10 532 €	1 345 239 €

Annexe n° 1
La compensation financière des transferts de compétences aux régions (compensation TSCA et TICPE)

REGIONS	TRANCHE 2017														Total tranches 2005 à 2017
	Total tranche 2016	NACRE (Art.7 Loi NOTRe)	CREPS transfert de service	Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)							Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Total tranche 2017	
					Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option			
Auvergne - Rhône-Alpes	2 215 147 €	2 218 209 €	252 226 €	195 320 €	4 658 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 670 413 €	360 371 741 €
Bourgogne - Franche-Comté	1 354 502 €	955 547 €	176 295 €	92 333 €	13 463 €	0 €	33 460 €	101 647 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 372 745 €	157 507 652 €
Bretagne	816 235 €	1 182 594 €	0 €	82 389 €	19 960 €	0 €	39 926 €	124 698 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 449 567 €	165 590 419 €
Centre - Val de Loire	401 862 €	667 668 €	161 119 €	63 923 €	18 811 €	0 €	77 934 €	71 207 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 060 662 €	123 706 538 €
Corse	30 943 €	433 175 €	0 €	0 €	5 016 €	0 €	0 €	67 929 €	0 €	0 €	0 €	331 €	331 €	506 782 €	29 976 566 €
Grand-Est	3 046 949 €	1 617 444 €	377 379 €	142 760 €	12 206 €	0 €	94 973 €	57 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 302 590 €	319 632 827 €
Hauts-de-France	3 511 268 €	1 818 973 €	38 468 €	200 292 €	20 961 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 078 694 €	334 815 004 €
Ile-de-France	2 680 750 €	2 667 319 €	626 940 €	455 983 €	5 124 €	0 €	0 €	6 692 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 762 057 €	885 240 822 €
Normandie	619 651 €	1 242 290 €	0 €	114 351 €	6 055 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 362 696 €	185 813 401 €
Nouvelle-Aquitaine	3 562 369 €	2 446 634 €	841 729 €	169 751 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 458 114 €	315 152 525 €
Occitanie	3 222 978 €	2 520 107 €	263 430 €	113 641 €	7 686 €	0 €	33 460 €	0 €	0 €	65 452 €	154 €	0 €	0 €	3 003 930 €	261 129 104 €
Pays de la Loire	1 205 351 €	1 004 885 €	256 446 €	92 333 €	18 935 €	0 €	27 948 €	150 992 €	0 €	17 056 €	123 €	0 €	0 €	1 568 717 €	154 043 964 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 064 952 €	2 236 893 €	1 329 573 €	139 920 €	28 414 €	0 €	73 386 €	40 644 €	0 €	57 816 €	308 €	0 €	0 €	3 906 953 €	200 164 735 €
Total métropole	24 732 957 €	21 011 738 €	4 323 603 €	1 862 996 €	161 288 €	0 €	381 087 €	621 637 €	0 €	140 324 €	585 €	331 €	331 €	28 503 920 €	3 493 145 297 €
Guadeloupe	5 044 €	241 995 €	716 847 €	0 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	962 371 €	1 232 016 €
Martinique	130 529 €	343 227 €	0 €	14 205 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	360 961 €	562 383 €
Guyane	0 €	28 625 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 625 €	422 569 €
Réunion	372 107 €	416 972 €	242 249 €	14 205 €	24 703 €	0 €	65 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	763 447 €	1 177 346 €
Total Outre-mer	507 681 €	1 030 819 €	959 097 €	28 410 €	31 761 €	0 €	65 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 404 €	3 394 314 €
Total global	25 240 637 €	22 042 557 €	5 282 700 €	1 891 406 €	193 049 €	0 €	446 405 €	621 637 €	0 €	140 324 €	585 €	331 €	331 €	30 619 324 €	3 496 539 611 €

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total Tranche 2007	Total Tranche 2008	Total Tranche 2009	Total Tranche 2010
Guadeloupe	2 642 328 €	1 598 460 €	9 243 706 €	4 458 893 €	10 377 732 €	4 495 498 €
Martinique	3 522 946 €	1 946 279 €	5 896 209 €	9 772 163 €	4 594 060 €	6 709 809 €
Guyane	1 112 038 €	1 192 864 €	847 736 €	2 021 727 €	955 363 €	112 536 €
Réunion	6 407 451 €	2 787 017 €	-205 220 €	2 449 404 €	39 199 311 €	3 512 526 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	13 684 762 €	7 524 620 €	15 782 432 €	18 702 188 €	55 126 466 €	14 830 368 €

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	TRANCHE 2011									Total Tranche 2011	TRANCHE 2012								Total Tranche 2012
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Personnels des services des RNIL transférés en 2009			Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011						Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme de l'AFGSU (2ème tranche)	Personnels des services des RNIL transférés en 2009				Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011		
		Personnels titulaires ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Charges de vacations	Agents non titulaires	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011	Dépenses de fonctionnement				Emplois disparus	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (3ème et dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 19/12/2010	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2011	
Guadeloupe	13 123 €	0 €	0 €	0 €	1 501 €	0 €	12 951 €	0 €	4 408 €	31 983 €	5 824 €	-7 129 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 492 €	530 €	92 717 €
Martinique	9 999 €	0 €	0 €	0 €	2 676 €	48 298 €	64 925 €	58 599 €	0 €	184 497 €	4 539 €	-4 908 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-369 €
Guyane	7 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 330 €	3 447 €	-2 922 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	525 €
Réunion	23 880 €	1 147 797 €	2 411 €	468 424 €	2 848 €	0 €	56 656 €	66 468 €	8 770 €	1 777 254 €	10 648 €	-12 738 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	30 618 €	80 213 €	266 €	8 833 954 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	54 332 €	1 147 797 €	2 411 €	468 424 €	7 025 €	48 298 €	134 532 €	125 067 €	13 178 €	2 001 064 €	24 458 €	-27 696 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	30 618 €	173 705 €	796 €	8 926 828 €

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	TRANCHE 2013							Total Tranche 2013	TRANCHE 2014				Total Tranche 2014
	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011			Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensati on car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme de l'AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)		Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011		Réforme AFGSU sages- femmes	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)	
	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes vacants 2013						Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012			
Guadeloupe	0 €	-223 €	0 €	-4 750 €	4 996 €	0 €	9 346 €	9 369 €	228 300 €	1 214 €	0 €	7 657 €	237 171 €
Martinique	0 €	0 €	30 618 €	-4 730 €	4 141 €	0 €	0 €	30 029 €	257 944 €	1 101 €	4 837 €	0 €	263 882 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	-4 776 €	2 898 €	0 €	0 €	-1 878 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	-9 198 €	13 063 €	0 €	9 346 €	13 211 €	308 731 €	1 375 €	5 885 €	7 657 €	323 648 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	-223 €	30 618 €	-23 454 €	25 097 €	0 €	18 692 €	50 731 €	794 976 €	3 689 €	10 722 €	15 314 €	824 701 €

Annexe n° 2

La compensation financière des transferts de compétences aux régions d'outre-mer (compensation DGD)

REGIONS	TRANCHE 2015			Total Tranche 2015	TRANCHE 2016		Total Tranche 2016	TRANCHE 2017		Total Tranche 2017	Total TRANCHES 2005-2017
	Services des parcs de l'Equipe- ment transférés en 2011	Transfert t de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014	Réforme LMD infirmier anesthésiste (3ème tranche)		Services des parcs de l'Equipe- ment transférés en 2011	Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)		Services des parcs de l'Equipe- ment transférés en 2011			
	Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2015)	Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2016)			Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2017)	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction des droits d'option		
Guadeloupe	0 €	1 815 513 €	-4 789 €	1 810 724 €	659 €		659 €	4 633 €	1 655 €	6 287 €	35 005 527 €
Martinique	0 €	1 305 393 €	0 €	1 305 393 €	989 €	10 103 €	11 092 €	6 618 €	2 316 €	8 935 €	34 244 924 €
Guyane	0 €	2 938 355 €	0 €	2 938 355 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	9 186 595 €
Réunion	3 276 €	2 861 776 €	-4 789 €	2 860 263 €	989 €	10 103 €	11 092 €	0 €	8 604 €	8 604 €	67 978 515 €
St Pierre et Miquelon	0 €	53 967 €	0 €	53 967 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €
TOTAL	3 276 €	8 975 003 €	-9 578 €	8 968 701 €	2 637 €	20 206 €	22 843 €	11 251 €	12 575 €	23 826 €	146 469 528 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Ain	866 429 €	7 993 €	12 303 991 €	10 838 027 €	4 156 447 €	1 604 529 €
Aisne	1 516 216 €	346 544 €	7 967 242 €	10 515 700 €	4 883 563 €	1 545 021 €
Allier	666 669 €	100 553 €	8 232 287 €	10 070 980 €	1 235 182 €	946 411 €
Alpes-de-Haute-Provence	653 078 €	58 465 €	3 474 500 €	6 424 787 €	3 872 814 €	794 729 €
Hautes-Alpes	284 101 €	74 203 €	3 813 493 €	4 127 441 €	2 056 757 €	1 103 445 €
Alpes-Maritimes	2 324 176 €	961 823 €	19 737 116 €	18 499 480 €	2 637 062 €	452 571 €
Ardèche	545 132 €	188 386 €	7 873 055 €	9 346 237 €	2 322 278 €	674 876 €
Ardennes	724 398 €	-145 316 €	6 600 368 €	9 671 146 €	739 464 €	528 444 €
Ariège	717 236 €	41 171 €	2 545 801 €	5 234 604 €	1 924 824 €	309 063 €
Aube	750 210 €	360 092 €	6 134 249 €	10 618 149 €	1 749 094 €	572 068 €
Aude	877 177 €	131 977 €	8 693 997 €	10 261 090 €	328 825 €	168 204 €
Aveyron	580 128 €	285 295 €	6 109 418 €	11 350 862 €	1 680 956 €	1 348 368 €
Bouches-du-Rhône	6 163 488 €	2 810 095 €	34 088 528 €	18 066 329 €	3 170 325 €	271 980 €
Calvados	1 646 374 €	593 460 €	11 001 224 €	8 853 809 €	6 242 636 €	2 957 098 €
Cantal	468 476 €	170 440 €	3 672 681 €	3 809 997 €	4 398 883 €	3 355 135 €
Charente	839 535 €	128 758 €	3 259 850 €	11 297 984 €	1 489 461 €	171 401 €
Charente-Maritime	1 264 670 €	204 333 €	10 666 558 €	13 182 429 €	1 911 877 €	752 186 €
Cher	957 401 €	213 163 €	6 232 718 €	8 349 564 €	1 052 757 €	906 022 €
Corrèze	569 924 €	146 013 €	6 251 785 €	10 912 377 €	2 108 962 €	649 230 €
Corse-du-Sud	431 508 €	0 €	219 821 €	4 274 759 €	467 899 €	396 831 €
Haute-Corse	463 790 €	0 €	217 354 €	4 673 376 €	300 504 €	141 908 €
Côte-d'Or	1 314 833 €	625 382 €	12 495 577 €	15 180 647 €	1 179 629 €	181 188 €
Côtes-d'Armor	1 127 285 €	217 312 €	9 571 342 €	12 624 167 €	1 547 091 €	227 807 €
Creuse	563 316 €	-46 027 €	1 661 053 €	4 914 714 €	3 800 650 €	692 521 €
Dordogne	859 406 €	262 950 €	7 262 221 €	9 514 578 €	2 449 142 €	808 784 €
Doubs	1 265 642 €	182 459 €	7 888 336 €	12 713 519 €	1 760 261 €	334 582 €
Drôme	1 007 017 €	652 093 €	8 145 323 €	12 250 602 €	867 489 €	115 900 €
Eure	856 937 €	-38 784 €	8 529 910 €	13 540 883 €	3 647 781 €	365 227 €
Eure-et-Loir	947 199 €	346 881 €	6 239 106 €	8 989 256 €	5 049 560 €	1 587 150 €
Finistère	1 749 063 €	636 491 €	11 073 310 €	13 166 926 €	1 790 465 €	438 387 €
Gard	1 873 387 €	454 418 €	13 953 338 €	11 506 269 €	1 083 212 €	472 932 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Haute-Garonne	2 269 987 €	387 390 €	24 516 855 €	16 381 761 €	1 260 954 €	858 077 €
Gers	487 185 €	-12 499 €	2 916 646 €	8 491 746 €	808 522 €	35 505 €
Gironde	3 123 992 €	1 846 410 €	14 260 934 €	23 262 752 €	6 907 876 €	305 281 €
Hérault	2 703 037 €	804 855 €	16 518 876 €	12 195 142 €	2 502 081 €	1 350 183 €
Ille-et-Vilaine	1 747 932 €	1 154 133 €	18 404 727 €	9 785 416 €	834 761 €	705 502 €
Indre	548 862 €	141 354 €	2 863 598 €	5 595 541 €	4 589 767 €	2 535 541 €
Indre-et-Loire	1 490 293 €	568 713 €	9 127 336 €	11 439 539 €	3 342 769 €	800 999 €
Isère	2 282 353 €	908 195 €	24 906 594 €	19 065 607 €	2 717 851 €	691 186 €
Jura	557 688 €	-31 664 €	7 124 027 €	6 435 431 €	3 295 289 €	2 017 104 €
Landes	665 099 €	239 841 €	5 405 397 €	11 631 717 €	1 750 993 €	696 074 €
Loir-et-Cher	910 690 €	247 381 €	4 403 659 €	7 962 107 €	2 448 637 €	730 825 €
Loire	1 452 911 €	1 055 747 €	13 389 735 €	11 802 005 €	2 722 080 €	311 533 €
Haute-Loire	343 595 €	203 886 €	3 015 140 €	10 599 253 €	1 946 819 €	560 311 €
Loire-Atlantique	2 283 414 €	412 848 €	21 059 247 €	15 780 900 €	1 409 237 €	1 053 597 €
Loiret	1 545 030 €	834 305 €	12 757 929 €	8 816 560 €	4 257 486 €	2 112 132 €
Lot	490 788 €	106 646 €	4 442 730 €	9 296 351 €	1 713 216 €	876 815 €
Lot-et-Garonne	673 549 €	129 986 €	3 985 830 €	5 814 334 €	2 894 951 €	903 630 €
Lozère	250 637 €	101 894 €	3 432 597 €	5 096 456 €	1 968 607 €	516 151 €
Maine-et-Loire	1 301 570 €	597 406 €	15 883 619 €	8 210 257 €	4 306 863 €	1 783 468 €
Manche	894 377 €	82 844 €	7 790 382 €	12 675 124 €	4 407 300 €	613 528 €
Marne	1 111 571 €	1 696 674 €	7 618 774 €	11 847 507 €	2 525 895 €	973 139 €
Haute-Marne	475 475 €	71 059 €	3 477 200 €	8 835 835 €	2 853 666 €	844 787 €
Mayenne	436 518 €	152 165 €	6 512 839 €	5 536 146 €	2 237 009 €	275 772 €
Meurthe-et-Moselle	2 129 766 €	510 555 €	12 639 032 €	12 308 146 €	961 430 €	433 511 €
Meuse	770 581 €	98 142 €	3 654 409 €	6 448 411 €	3 110 713 €	813 138 €
Morbihan	986 269 €	455 973 €	12 410 420 €	10 456 065 €	1 169 129 €	96 997 €
Moselle	1 770 086 €	1 331 835 €	10 777 220 €	17 210 931 €	10 390 076 €	1 731 869 €
Nièvre	747 417 €	-3 884 €	5 694 709 €	9 870 073 €	585 833 €	282 601 €
Nord	5 989 703 €	5 274 954 €	54 791 154 €	17 114 984 €	2 652 703 €	321 751 €
Oise	1 363 943 €	-173 979 €	14 882 084 €	10 560 530 €	2 708 989 €	1 549 234 €
Orne	732 588 €	422 730 €	6 430 261 €	9 315 665 €	1 949 632 €	319 153 €
Pas-de-Calais	3 599 602 €	1 551 418 €	33 453 729 €	16 335 667 €	4 559 480 €	1 132 584 €
Puy-de-Dôme	1 306 774 €	549 141 €	8 003 742 €	26 172 717 €	2 538 871 €	608 723 €
Pyrénées-Atlantiques	1 515 551 €	469 487 €	8 832 740 €	10 950 166 €	3 821 959 €	740 299 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Hautes-Pyrénées	661 510 €	106 793 €	3 920 141 €	8 387 110 €	2 105 512 €	734 058 €
Pyrénées-Orientales	1 297 477 €	230 507 €	4 861 587 €	10 642 343 €	1 887 656 €	211 807 €
Bas-Rhin	1 721 277 €	1 580 852 €	19 930 648 €	11 796 393 €	2 348 871 €	518 956 €
Haut-Rhin	1 226 820 €	928 991 €	14 626 711 €	7 070 692 €	955 546 €	568 336 €
Rhône	3 136 913 €	5 964 337 €	22 511 729 €	17 788 310 €	6 055 953 €	366 757 €
Haute-Saône	475 202 €	-256 803 €	3 588 602 €	6 303 139 €	2 011 800 €	438 302 €
Saône-et-Loire	1 333 669 €	120 846 €	12 853 726 €	12 509 770 €	1 784 872 €	353 470 €
Sarthe	1 358 465 €	190 110 €	14 484 382 €	8 940 214 €	2 825 387 €	1 148 344 €
Savoie	799 417 €	706 889 €	12 918 911 €	13 610 515 €	2 797 361 €	1 114 124 €
Haute-Savoie	1 269 469 €	408 728 €	18 731 704 €	12 720 939 €	1 357 861 €	898 209 €
Paris	5 503 941 €	33 858 654 €	15 775 061 €	6 803 144 €	3 271 724 €	2 304 052 €
Seine-Maritime	3 022 200 €	-1 244 273 €	17 066 290 €	23 094 750 €	4 520 238 €	1 188 805 €
Seine-et-Marne	1 977 935 €	1 809 549 €	15 996 111 €	22 773 700 €	9 404 431 €	592 390 €
Yvelines	2 391 064 €	5 862 736 €	13 281 979 €	17 762 463 €	8 569 688 €	798 115 €
Deux-Sèvres	689 637 €	477 397 €	7 569 815 €	8 458 837 €	426 682 €	206 961 €
Somme	1 297 791 €	588 700 €	12 393 054 €	5 699 811 €	7 072 935 €	2 378 558 €
Tarn	725 983 €	13 956 €	5 421 109 €	10 957 953 €	1 048 251 €	190 966 €
Tarn-et-Garonne	569 156 €	-13 829 €	4 729 483 €	5 367 126 €	1 276 533 €	133 715 €
Var	1 822 800 €	229 583 €	14 589 272 €	16 816 278 €	3 458 842 €	267 280 €
Vaucluse	1 385 672 €	543 834 €	6 899 471 €	10 319 795 €	873 001 €	404 735 €
Vendée	787 121 €	505 571 €	11 952 055 €	9 964 696 €	1 672 704 €	994 113 €
Vienne	873 784 €	24 318 €	5 127 039 €	10 893 904 €	1 309 086 €	505 691 €
Haute-Vienne	1 304 130 €	528 743 €	2 825 136 €	10 542 915 €	1 593 283 €	190 341 €
Vosges	842 091 €	207 354 €	6 142 811 €	12 687 790 €	485 258 €	99 963 €
Yonne	704 496 €	-234 389 €	8 225 527 €	8 473 797 €	2 868 956 €	1 166 906 €
Territoire-de-Belfort	357 975 €	29 690 €	3 249 999 €	1 660 877 €	345 814 €	410 479 €
Essonne	2 359 021 €	1 757 841 €	22 853 943 €	12 014 547 €	3 049 274 €	651 600 €
Hauts-de-Seine	1 495 974 €	20 935 538 €	11 127 555 €	14 634 404 €	6 472 216 €	865 073 €
Seine-Saint-Denis	4 566 983 €	7 895 226 €	7 135 394 €	20 819 774 €	11 671 831 €	438 148 €
Val-de-Marne	2 361 953 €	4 866 924 €	10 847 596 €	14 753 605 €	7 875 456 €	1 753 246 €
Val-d'Oise	1 889 039 €	2 258 861 €	11 525 023 €	18 532 255 €	8 031 433 €	1 865 729 €
TOTAL METROPOLE	134 041 998 €	123 039 796 €	1 004 461 583 €	1 080 883 377 €	279 485 747 €	78 214 227 €
Guadeloupe	711 377 €	1 401 444 €	2 139 652 €	4 146 165 €	8 128 463 €	2 902 173 €
Martinique	505 710 €	968 435 €	1 748 851 €	7 390 370 €	3 259 145 €	608 555 €
Guyane	273 591 €	1 002 805 €	2 095 982 €	2 411 169 €	3 562 985 €	15 161 €
Réunion	1 154 044 €	-16 917 €	2 806 387 €	4 892 718 €	28 040 548 €	3 783 454 €
TOTAL OUTRE-MER	2 644 722 €	3 355 767 €	8 790 872 €	18 840 421 €	42 991 140 €	7 309 343 €
TOTAL GLOBAL	136 686 719 €	126 395 562 €	1 013 252 455 €	1 099 723 799 €	322 476 888 €	85 523 570 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis,RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	70 632 €	530 €	18 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 198 €	2 909 €	14 077 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 060 €	3 574 €	148 848 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 837 €	2 405 €	81 293 €	0 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 353 €	2 531 €	11 262 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 584 €	2 873 €	20 380 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	113 260 €	530 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 961 €	2 191 €	75 427 €	30 445 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 636 €	6 136 €	2 155 €	56 022 €	0 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	181 128 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 €	29 169 €	28 154 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	101 599 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	216 799 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	166 277 €	1 061 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 903 €	2 291 €	59 419 €	0 €
Charente-Maritime	84 124 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	121 035 €	0 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 644 €	2 459 €	51 003 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 781 €	3 098 €	0 €	30 445 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 367 €	1 812 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 258 €	20 575 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 614 €	25 664 €	29 169 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 043 €	3 432 €	157 085 €	28 029 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 175 €	2 157 €	34 191 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	540 706 €	3 977 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	93 338 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	81 122 €	28 154 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 093 €	3 143 €	79 389 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 272 €	136 120 €	28 154 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	208 056 €	1 326 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 941 €	3 806 €	65 880 €	28 154 €

Annexe n° 3
La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 464 €	7 040 €	111 587 €	58 599 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 030 €	3 112 €	30 406 €	0 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 412 €	4 142 €	124 168 €	28 154 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	37 179 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	4 733 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 567 €	5 690 €	6 437 €	125 067 €	28 154 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 894 €	4 050 €	158 843 €	0 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	2 259 €	80 690 €	0 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 685 €	93 789 €	0 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 769 €	3 194 €	77 633 €	28 154 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 009 €	2 791 €	0 €	30 445 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	235 135 €	1 856 €	50 677 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	167 921 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	91 781 €	795 €	63 652 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	49 149 €	9 744 €	4 741 €	236 034 €	0 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 417 €	1 891 €	57 323 €	0 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 741 €	2 156 €	60 627 €	0 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	149 766 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 093 €	2 160 €	15 578 €	0 €
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 085 €	3 229 €	111 019 €	0 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayenne	41 198 €	0 €	0 €	0 €	93 522 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	2 320 €	15 058 €	0 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 973 €	2 329 €	74 387 €	0 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 258 €	1 970 €	18 082 €	0 €
Moselle	6 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 046 €	3 939 €	109 318 €	28 154 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	2 726 €	88 790 €	29 169 €
Nord	2 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 550 €	3 064 €	119 646 €	0 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 572 €	2 213 €	107 356 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	341 216 €	1 856 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 524 €	4 962 €	104 733 €	86 753 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 569 €	4 801 €	124 134 €	0 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 474 €	4 168 €	137 794 €	0 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 878 €	3 575 €	18 863 €	38 314 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 147 €	2 755 €	64 676 €	11 262 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	160 292 €	905 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	362 €	2 037 €	25 314 €	0 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	25 157 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 755 €	2 576 €	97 278 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	30 552 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	74 075 €	530 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	67 624 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	23 702 €	8 191 €	4 585 €	139 814 €	42 556 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 451 €	113 572 €	28 154 €
Seine-et-Marne	2 297 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 333 €	5 193 €	110 662 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 871 €	794 €	28 154 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 922 €	0 €	68 759 €
Somme	142 102 €	0 €	0 €	0 €	393 521 €	2 653 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	427 €	3 620 €	164 847 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	123 397 €	795 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 058 €	1 851 €	29 169 €	22 523 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 587 €	45 012 €	58 338 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	267 683 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 665 €	1 323 €	103 689 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 121 €	97 126 €	0 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 699 €	1 537 €	3 634 €	14 306 €	38 314 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	134 802 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	67 027 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	484 €	654 €	32 096 €	0 €
Seine-Saint-Denis	1 039 441 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	711 €	24 978 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	905 €	906 €	91 389 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	122 737 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL METROPOLE	1 323 351 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	186 361 €	4 650 968 €	856 506 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 €	15 485 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	280 €	24 180 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	772 €	39 665 €	0 €
TOTAL GLOBAL	1 323 351 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	187 133 €	4 690 633 €	856 506 €

Annexe n° 3
La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2011												TRANCHE 2011
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	(Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	(personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	108 400 €
Aisne	33 241 €	201 €	238 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 864 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 482 €
Alpes-de-Haute-Provence	36 458 €	201 €	211 €	0 €	2 656 €	0 €	2 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 163 €
Hautes-Alpes	39 681 €	201 €	236 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 648 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 837 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	2 101 €	0 €	2 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 961 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	22 765 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	152 789 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 850 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 799 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	16 636 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	199 090 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 578 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 016 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 661 €
Bouches-du-Rhône	33 651 €	201 €	240 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 482 €
Calvados	56 960 €	201 €	332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 492 €
Cantal	28 419 €	201 €	204 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	288 897 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	71 505 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 118 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	75 561 €	0 €	0 €	36 964 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 678 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 048 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 324 €
Corse-du-Sud	229 411 €	1 207 €	1 615 €	0 €	33 010 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 422 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 833 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 447 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	24 230 €	83 296 €	0 €	0 €	34 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 165 €
Creuse	91 591 €	604 €	577 €	0 €	14 222 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	147 516 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	544 683 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 133 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 072 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	113 946 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	25 523 €	0 €	0 €	95 714 €	0 €	0 €	0 €	0 €	207 861 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 639 €	0 €	0 €	0 €	0 €	213 185 €
Finistère	29 798 €	201 €	213 €	0 €	111 299 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	379 048 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	175 329 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2011												TRANCHE 2011
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	(Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	(personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 690 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 519 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	112 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	276 539 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	109 008 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 452 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	64 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	256 302 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	45 967 €	0 €	56 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 936 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 213 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 156 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	130 799 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 083 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 833 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	15 469 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 714 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 494 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 162 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	55 161 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 408 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	38 292 €	0 €	43 319 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	237 838 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	43 638 €	0 €	0 €	143 216 €	0 €	0 €	0 €	0 €	486 522 €
Loiret	36 790 €	201 €	214 €	0 €	62 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 633 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 631 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	38 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 341 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 094 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	196 569 €
Manche	28 419 €	201 €	204 €	0 €	28 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 437 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 082 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 332 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 399 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	37 955 €	195 €	0 €	131 222 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 891 €
Moselle	153 872 €	805 €	1 064 €	0 €	79 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	313 120 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 358 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	168 641 €
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	91 935 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	221 808 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	108 863 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 004 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	343 072 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	278 520 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	52 665 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	191 169 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	28 771 €	65 930 €	0 €	0 €	116 034 €	0 €	0 €	0 €	0 €	366 171 €

Annexe n° 3
La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2011												
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			TRANCHE 2011
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	(Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	(personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	84 662 €
Pyrénées-Orientales	40 985 €	201 €	242 €	0 €	15 177 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 445 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	18 387 €	0 €	0 €	0 €	7 489 €	0 €	0 €	0 €	215 227 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 016 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	115 846 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	30 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 963 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 244 €
Sarthe	64 913 €	402 €	377 €	0 €	49 294 €	0 €	36 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	292 582 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 556 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	25 684 €	0 €	5 546 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	250 077 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	144 177 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 427 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	80 157 €	0 €	20 824 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 800 €
Deux-Sèvres	64 709 €	402 €	420 €	0 €	12 608 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 288 €	205 €	0 €	184 313 €
Somme	83 561 €	604 €	601 €	0 €	49 294 €	0 €	2 417 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	674 753 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 778 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 672 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 189 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	184 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	246 025 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	65 609 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	170 546 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 929 €	0 €	0 €	0 €	0 €	411 203 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 113 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	5 691 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 938 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 383 €	134 873 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 165 €	0 €	0 €	0 €	62 295 €	263 €	0 €	241 586 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 557 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €
Hauts-de-Seine	29 505 €	201 €	212 €	0 €	111 227 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	174 379 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	135 422 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 200 552 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	62 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 312 €
Val-d'Oise	39 624 €	201 €	232 €	0 €	43 341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 929 €
TOTAL METROPOLE	1 121 589 €	6 438 €	7 432 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	7 489 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 791 043 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 977 €
Martinique	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	62 231 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 208 €
TOTAL GLOBAL	1 158 871 €	6 640 €	7 720 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	7 489 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 869 250 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2012														TRANCHE 2012
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus	Postes devenus vacants en 2012	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	35 120 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 385 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 161 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	42 838 €	0 €	179 061 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 496 €	311 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 425 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 958 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 488 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 209 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 067 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 028 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 761 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	7 467 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	110 694 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	118 957 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	142 606 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 402 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	92 906 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 702 €
Charente	8 481 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 481 €
Charente-Maritime	5 921 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	350 280 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	358 590 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 226 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	26 951 €	0 €	234 504 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 870 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 400 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 832 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 098 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	67 903 €	341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	440 184 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	49 504 €	0 €	560 586 €
Côtes-d'Armor	38 014 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 014 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	272 143 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	273 891 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	32 398 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 663 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 301 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 097 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Eure-et-Loir	20 338 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 384 €	266 €	54 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 313 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 951 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	89 732 €	0 €	344 275 €

Annexe n° 3
La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2012														
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHE 2012
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus	Postes devenus vacants en 2012	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	302 787 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	305 176 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 748 €	686 €	62 806 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 240 €
Gironde	7 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	217 025 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 019 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 018 €	266 €	89 024 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 308 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 663 €	640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 303 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 646 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	202 973 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 011 €	1 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	323 915 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 220 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 486 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	339 016 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 139 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	41 542 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 808 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 116 €	0 €	7 116 €
Loire-Atlantique	5 195 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 954 €	1 062 €	29 203 €	0 €	0 €	134 515 €	0 €	355 929 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Lot	20 153 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 371 €	1 171 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	234 098 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	222 320 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 912 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	33 625 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 890 €
Maine-et-Loire	0 €	83 525 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	173 048 €	1 327 €	0 €	302 842 €	2 569 €	22 798 €	0 €	586 464 €
Manche	0 €	113 412 €	491 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 680 €	266 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 052 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	177 998 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 325 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	93 407 €	466 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 746 €	530 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 552 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 912 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	61 178 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	295 223 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	296 705 €
Moselle	41 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 138 €	530 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	148 201 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 014 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	163 341 €
Nord	0 €	80 892 €	457 €	0 €	0 €	0 €	0 €	59 898 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 513 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	50 554 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50 819 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	383 272 €	2 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	385 442 €
Puy-de-Dôme	0 €	84 311 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	378 254 €	2 123 €	14 602 €	0 €	0 €	0 €	0 €	479 645 €
Pyrénées-Atlantiques	42 043 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	405 298 €	2 919 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	450 260 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2012														
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHE 2012
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus	Postes devenus vacants en 2012	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	184 000 €	1 327 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	214 530 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 609 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	111 342 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	44 243 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 022 €	74 531 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 255 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 785 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Haute-Saône	12 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 190 €	796 €	0 €	0 €	0 €	14 884 €	0 €	124 991 €
Saône-et-Loire	46 372 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 372 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	70 098 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 294 €	0 €	90 923 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	77 748 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 279 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 529 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 277 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	81 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	428 405 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	512 895 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	95 766 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 296 €
Deux-Sèvres	0 €	66 355 €	340 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 747 €	530 €	17 522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 494 €
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	258 048 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	259 906 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	56 679 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 944 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 759 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 241 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 999 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 061 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	4 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 362 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 487 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 017 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	36 873 €	0 €	0 €	0 €	330 253 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	369 249 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	5 619 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 619 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 838 €	686 €	23 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 886 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 651 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 181 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	106 483 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	107 014 €
TOTAL METROPOLE	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 369 €	116 812 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	2 569 €	408 632 €	30 022 €	13 059 382 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 369 €	116 812 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	2 569 €	408 632 €	30 022 €	13 059 382 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2013									TRANCHE 2014		
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			TRANCHE 2013	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2014
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013		Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	
Ain	0 €	0 €	0 €	181 016 €	1 078 €	0 €	0 €	0 €	182 094 €	0 €	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 573 €	2 156 €	0 €	334 729 €	30 146 €	275 €	30 421 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 421 €	650 €	0 €	70 071 €	41 683 €	275 €	41 958 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 244 €	269 €	31 438 €	89 951 €	0 €	0 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	35 943 €	269 €	0 €	0 €	0 €	36 212 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 622 €	1 375 €	221 997 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 416 €	550 €	99 966 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 408 €	275 €	72 683 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	47 770 €	269 €	0 €	0 €	0 €	48 039 €	0 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	199 018 €	1 347 €	0 €	0 €	0 €	200 365 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	227 395 €	1 347 €	0 €	228 742 €	0 €	0 €	0 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €
Cher	0 €	0 €	9 414 €	0 €	0 €	37 881 €	269 €	0 €	47 564 €	0 €	0 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 046 €	269 €	0 €	35 315 €	223 417 €	1 101 €	224 518 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 088 €	427 €	0 €	74 515 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 710 €	269 €	0 €	32 979 €	0 €	0 €	0 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 601 €	158 €	0 €	39 759 €	31 679 €	275 €	31 954 €
Creuse	0 €	0 €	30 490 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	61 108 €	0 €	0 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	151 565 €	966 €	30 209 €	182 740 €	0 €	0 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	157 091 €	1 101 €	158 192 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	72 669 €	539 €	0 €	0 €	0 €	73 208 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €	539 €	27 063 €	160 242 €	50 582 €	275 €	50 857 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2013									TRANCHE 2014		
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			TRANCHE 2013	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2014
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013		Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 436 €	158 €	0 €	77 594 €	0 €	0 €	0 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	50 249 €	275 €	50 524 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 916 €	275 €	36 191 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 121 €	539 €	30 618 €	104 278 €	200 016 €	1 101 €	201 117 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 664 €	269 €	30 209 €	67 142 €	34 182 €	275 €	34 457 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	103 656 €	275 €	103 931 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 738 €	1 375 €	199 113 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €
Loiret	0 €	0 €	3 251 €	121 605 €	539 €	0 €	0 €	0 €	125 395 €	0 €	0 €	0 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	48 648 €	269 €	0 €	0 €	0 €	48 917 €	0 €	0 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Manche	115 503 €	508 €	95 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	211 314 €	0 €	0 €	0 €
Marne	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	96 048 €	539 €	0 €	0 €	0 €	96 587 €	0 €	0 €	0 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	10 916 €	0 €	0 €	40 118 €	381 €	30 209 €	81 624 €	78 375 €	550 €	78 925 €
Meuse	0 €	0 €	38 513 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 513 €	122 072 €	825 €	122 897 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 038 €	275 €	43 313 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 051 €	269 €	30 209 €	66 529 €	52 203 €	275 €	52 478 €
Oise	0 €	0 €	16 844 €	0 €	0 €	38 036 €	269 €	30 209 €	85 358 €	46 622 €	275 €	46 897 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 351 €	539 €	0 €	72 890 €	37 171 €	275 €	37 446 €
Puy-de-Dôme	45 239 €	209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 448 €	0 €	0 €	0 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 132 €	269 €	0 €	58 401 €	0 €	0 €	0 €

Annexe n° 3
La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2013									TRANCHE 2014		
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			TRANCHE 2013	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2014
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013		Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 309 €	539 €	0 €	74 848 €	0 €	0 €	0 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 858 €	275 €	34 133 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	32 127 €	381 €	0 €	0 €	0 €	32 508 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 256 €	269 €	0 €	28 525 €	0 €	0 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	80 561 €	539 €	0 €	0 €	0 €	81 100 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 702 €	69 702 €	38 910 €	275 €	39 185 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 182 €	427 €	39 493 €	121 102 €	41 059 €	275 €	41 334 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Deux-Sèvres	35 670 €	165 €	32 149 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 984 €	0 €	0 €	0 €
Somme	0 €	0 €	0 €	61 467 €	269 €	0 €	0 €	0 €	61 736 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	40 431 €	269 €	0 €	0 €	0 €	40 700 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 574 €	275 €	68 849 €
Vosges	0 €	0 €	18 750 €	0 €	0 €	38 385 €	269 €	0 €	57 404 €	0 €	0 €	0 €
Yonne	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	97 150 €	539 €	0 €	0 €	0 €	97 689 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 628 €	808 €	0 €	180 436 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 249 €	275 €	76 524 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	51 350 €	269 €	0 €	0 €	0 €	51 619 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL METROPOLE	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	12 326 €	592 667 €	4 296 897 €	2 186 927 €	12 933 €	2 199 860 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 466 €	550 €	115 016 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 466 €	550 €	115 016 €
TOTAL GLOBAL	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	12 326 €	592 667 €	4 296 897 €	2 301 393 €	13 483 €	2 314 876 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2015			TRANCHE 2016			TRANCHE 2017					TOTAL tranches 2005 à 2017
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2015	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2016	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2017	
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociales des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option		
Ain	5 897 €	0 €	5 897 €	7 581 €	0 €	7 581 €	4 302 €	993 €	0 €	0 €	5 295 €	30 122 066 €
Aisne	0 €	1 966 €	1 966 €	0 €	7 581 €	7 581 €	0 €	0 €	3 640 €	662 €	4 302 €	27 208 148 €
Allier	0 €	2 293 €	2 293 €	0 €	8 899 €	8 899 €	0 €	0 €	1 655 €	331 €	1 985 €	21 603 803 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	7 208 €	7 208 €	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	1 655 €	662 €	2 316 €	15 633 503 €
Hautes-Alpes	0 €	4 259 €	4 259 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	5 956 €	6 949 €	11 704 734 €
Alpes-Maritimes	0 €	7 208 €	7 208 €	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	1 324 €	1 655 €	2 978 €	44 914 942 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	4 285 €	0 €	4 285 €	3 971 €	3 971 €	0 €	0 €	7 942 €	21 174 567 €
Ardennes	0 €	8 518 €	8 518 €	0 €	330 €	330 €	0 €	0 €	0 €	662 €	662 €	18 502 800 €
Ariège	0 €	1 966 €	1 966 €	0 €	2 307 €	2 307 €	0 €	0 €	3 640 €	662 €	4 302 €	11 153 799 €
Aube	655 €	0 €	655 €	330 €	0 €	330 €	2 647 €	3 971 €	0 €	0 €	6 618 €	20 390 554 €
Aude	0 €	5 242 €	5 242 €	0 €	4 614 €	4 614 €	0 €	0 €	993 €	993 €	1 985 €	20 769 767 €
Aveyron	6 880 €	0 €	6 880 €	989 €	0 €	989 €	331 €	331 €	0 €	0 €	662 €	21 683 659 €
Bouches-du-Rhône	16 709 €	0 €	16 709 €	330 €	0 €	330 €	331 €	331 €	0 €	0 €	662 €	64 840 927 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	3 625 €	0 €	3 625 €	1 655 €	2 316 €	0 €	0 €	3 971 €	31 560 055 €
Cantal	7 208 €	0 €	7 208 €	8 240 €	0 €	8 240 €	662 €	0 €	0 €	0 €	662 €	16 301 721 €
Charente	0 €	5 897 €	5 897 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	662 €	662 €	17 568 537 €
Charente-Maritime	0 €	16 381 €	16 381 €	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	28 716 507 €
Cher	0 €	5 242 €	5 242 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	3 971 €	331 €	4 302 €	18 101 933 €
Corrèze	0 €	2 621 €	2 621 €	0 €	5 603 €	5 603 €	0 €	0 €	6 949 €	662 €	7 611 €	21 031 683 €
Corse-du-Sud	0 €	1 966 €	1 966 €	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	662 €	2 647 €	3 309 €	6 199 753 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	662 €	2 316 €	2 978 €	5 854 010 €
Côte-d'Or	0 €	13 105 €	13 105 €	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	1 324 €	662 €	1 985 €	31 645 677 €
Côtes-d'Armor	0 €	1 638 €	1 638 €	0 €	4 285 €	4 285 €	0 €	0 €	10 589 €	331 €	10 920 €	25 773 738 €
Creuse	0 €	3 931 €	3 931 €	0 €	3 296 €	3 296 €	0 €	0 €	1 324 €	662 €	1 985 €	12 077 954 €
Dordogne	13 760 €	0 €	13 760 €	659 €	0 €	659 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	21 749 179 €
Doubs	8 191 €	0 €	8 191 €	989 €	0 €	989 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	24 248 443 €
Drôme	0 €	9 829 €	9 829 €	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	331 €	331 €	662 €	23 299 947 €
Eure	0 €	10 374 €	10 374 €	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	2 647 €	331 €	2 978 €	27 336 429 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	4 944 €	4 944 €	0 €	0 €	2 978 €	3 309 €	6 287 €	23 669 073 €
Finistère	5 897 €	0 €	5 897 €	2 637 €	0 €	2 637 €	1 324 €	993 €	0 €	0 €	2 316 €	29 317 748 €
Gard	0 €	12 122 €	12 122 €	0 €	2 307 €	2 307 €	0 €	0 €	331 €	993 €	1 324 €	30 090 011 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCA et TICPE)

Départements	TRANCHE 2015			TRANCHE 2016			TRANCHE 2017				TOTAL tranches 2005 à 2017	
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2015	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2016	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			TRANCHE 2017
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociales des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option		
Haute-Garonne	0 €	30 141 €	30 141 €	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	1 655 €	331 €	1 985 €	46 276 247 €
Gers	0 €	12 122 €	12 122 €	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	0 €	662 €	0 €	662 €	13 075 357 €
Gironde	0 €	11 139 €	11 139 €	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	1 985 €	50 264 392 €
Hérault	9 829 €	0 €	9 829 €	2 637 €	0 €	2 637 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €	36 235 079 €
Ille-et-Vilaine	0 €	17 691 €	17 691 €	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	3 309 €	4 302 €	7 611 €	33 362 051 €
Indre	0 €	11 467 €	11 467 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €	16 734 248 €
Indre-et-Loire	0 €	2 949 €	2 949 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	2 647 €	1 985 €	4 633 €	27 220 949 €
Isère	0 €	12 122 €	12 122 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	331 €	0 €	331 €	51 040 600 €
Jura	0 €	4 587 €	4 587 €	0 €	8 240 €	8 240 €	0 €	0 €	1 985 €	331 €	2 316 €	19 806 450 €
Landes	0 €	10 811 €	10 811 €	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 802 773 €
Loir-et-Cher	11 794 €	0 €	11 794 €	3 625 €	0 €	3 625 €	993 €	1 324 €	0 €	0 €	2 316 €	17 021 197 €
Loire	4 259 €	0 €	4 259 €	6 592 €	0 €	6 592 €	2 978 €	1 324 €	0 €	0 €	4 302 €	31 015 378 €
Haute-Loire	9 501 €	0 €	9 501 €	330 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 923 789 €
Loire-Atlantique	0 €	11 139 €	11 139 €	0 €	6 921 €	6 921 €	0 €	0 €	662 €	331 €	993 €	42 890 956 €
Loiret	1 310 €	0 €	1 310 €	330 €	1 648 €	1 978 €	1 985 €	331 €	0 €	0 €	2 316 €	30 583 277 €
Lot	0 €	983 €	983 €	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	331 €	1 655 €	1 985 €	17 226 880 €
Lot-et-Garonne	0 €	5 897 €	5 897 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	331 €	1 324 €	1 655 €	14 739 744 €
Lozère	1 966 €	0 €	1 966 €	330 €	0 €	330 €	662 €	662 €	0 €	0 €	1 324 €	11 629 862 €
Maine-et-Loire	0 €	6 552 €	6 552 €	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	0 €	662 €	331 €	993 €	32 876 727 €
Manche	0 €	8 518 €	8 518 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	3 640 €	993 €	4 633 €	27 071 169 €
Marne	5 242 €	0 €	5 242 €	4 285 €	0 €	4 285 €	3 971 €	6 287 €	0 €	0 €	10 258 €	26 004 294 €
Haute-Marne	655 €	0 €	655 €	1 978 €	0 €	1 978 €	6 618 €	2 647 €	0 €	0 €	9 265 €	16 724 878 €
Mayenne	4 914 €	0 €	4 914 €	2 307 €	0 €	2 307 €	0 €	993 €	0 €	0 €	993 €	15 295 997 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	1 966 €	1 966 €	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	7 942 €	1 324 €	9 265 €	29 406 159 €
Meuse	0 €	5 570 €	5 570 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	331 €	2 316 €	2 647 €	15 259 068 €
Morbihan	0 €	328 €	328 €	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €	25 910 045 €
Moselle	0 €	5 897 €	5 897 €	0 €	3 296 €	3 296 €	0 €	0 €	3 640 €	3 309 €	6 949 €	43 732 793 €
Nièvre	0 €	6 880 €	6 880 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	17 517 593 €
Nord	0 €	6 225 €	6 225 €	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	0 €	993 €	993 €	86 635 782 €
Oise	0 €	9 829 €	9 829 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	31 256 890 €
Orne	1 966 €	0 €	1 966 €	0 €	0 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	0 €	6 618 €	19 572 505 €
Pas-de-Calais	0 €	11 467 €	11 467 €	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	662 €	1 655 €	2 316 €	61 425 834 €
Puy-de-Dôme	0 €	22 933 €	22 933 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	993 €	0 €	993 €	39 920 816 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	14 415 €	14 415 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	662 €	662 €	1 324 €	27 222 421 €

Annexe n° 3

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation TSCE et TICPE)

Départements	TRANCHE 2015			TRANCHE 2016			TRANCHE 2017					TOTAL tranches 2005 à 2017
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2015	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2016	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2017	
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociales des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option		
Hautes-Pyrénées	0 €	4 259 €	4 259 €	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	0 €	5 956 €	2 978 €	8 935 €	16 304 336 €
Pyrénées-Orientales	0 €	11 794 €	11 794 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	993 €	993 €	1 985 €	19 429 735 €
Bas-Rhin	328 €	0 €	328 €	989 €	0 €	989 €	3 640 €	8 804 €	0 €	0 €	12 244 €	38 200 315 €
Haut-Rhin	0 €	655 €	655 €	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	1 655 €	5 625 €	7 280 €	25 562 087 €
Rhône	15 071 €	0 €	15 071 €	2 307 €	0 €	2 307 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €	56 020 919 €
Haute-Saône	0 €	1 966 €	1 966 €	0 €	6 921 €	6 921 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	12 863 931 €
Saône-et-Loire	328 €	0 €	328 €	330 €	0 €	330 €	662 €	662 €	0 €	0 €	1 324 €	29 059 949 €
Sarthe	1 638 €	0 €	1 638 €	3 625 €	0 €	3 625 €	0 €	10 920 €	0 €	0 €	10 920 €	29 346 590 €
Savoie	14 743 €	0 €	14 743 €	3 625 €	0 €	3 625 €	1 324 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	32 198 845 €
Haute-Savoie	0 €	14 415 €	14 415 €	0 €	330 €	330 €	0 €	0 €	1 324 €	331 €	1 655 €	35 988 551 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 542 311 €
Seine-Maritime	0 €	4 259 €	4 259 €	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	0 €	2 647 €	0 €	2 647 €	47 963 507 €
Seine-et-Marne	0 €	5 897 €	5 897 €	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	0 €	3 971 €	5 956 €	9 927 €	53 250 229 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	331 €	662 €	993 €	48 897 132 €
Deux-Sèvres	0 €	9 173 €	9 173 €	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 247 613 €
Somme	13 105 €	0 €	13 105 €	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	30 182 422 €
Tarn	0 €	9 173 €	9 173 €	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	1 324 €	331 €	1 655 €	18 858 890 €
Tarn-et-Garonne	4 259 €	0 €	4 259 €	2 966 €	0 €	2 966 €	331 €	1 324 €	0 €	0 €	1 655 €	12 332 897 €
Var	0 €	4 914 €	4 914 €	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	2 978 €	0 €	2 978 €	37 703 201 €
Vaucluse	0 €	3 931 €	3 931 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	1 324 €	662 €	1 985 €	20 788 691 €
Vendée	2 621 €	0 €	2 621 €	8 240 €	0 €	8 240 €	4 964 €	5 625 €	0 €	0 €	10 589 €	26 308 913 €
Vienne	0 €	655 €	655 €	0 €	330 €	330 €	0 €	0 €	1 985 €	662 €	2 647 €	18 900 930 €
Haute-Vienne	0 €	5 897 €	5 897 €	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	0 €	2 316 €	331 €	2 647 €	17 260 863 €
Vosges	0 €	9 501 €	9 501 €	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	1 985 €	993 €	2 978 €	21 042 897 €
Yonne	10 484 €	0 €	10 484 €	6 592 €	0 €	6 592 €	331 €	662 €	0 €	0 €	993 €	21 469 677 €
Territoire-de-Belfort	2 949 €	0 €	2 949 €	1 318 €	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 224 346 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 693 260 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	331 €	0 €	331 €	55 898 566 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	662 €	0 €	662 €	53 976 846 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	993 €	42 720 811 €
Val-d'Oise	1 638 €	0 €	1 638 €	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	3 640 €	0 €	0 €	3 640 €	44 474 828 €
TOTAL METROPOLE	183 795 €	439 884 €	623 678 €	85 364 €	157 544 €	242 908 €	54 269 €	58 902 €	120 782 €	67 506 €	301 459 €	2 738 641 955 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	19 560 268 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 543 297 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 361 691 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 660 233 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	84 125 489 €
TOTAL GLOBAL	183 795 €	439 884 €	623 678 €	85 364 €	157 544 €	242 908 €	54 269 €	58 902 €	120 782 €	68 498 €	301 459 €	2 822 767 444 €

Annexe n° 4

Tableau 1: La compensation financière des transferts de compétences
aux régions sous forme de DGD pour 2017 (hors DGD-ROM)

REGIONS	Programme 119						
	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Ajustement de la compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2015	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2016	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Ajustement de la compensation des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2016	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Ajustement de la compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2016	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Compensation des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	TOTAL
Grand-Est							0 €
Nouvelle Aquitaine		30 516 €			96 990 €	234 €	127 740 €
Auvergne - Rhône-Alpes							0 €
Bourgogne - Franche-Comté							0 €
Bretagne					231 996 €	585 €	232 581 €
Centre - Val-de-Loire							0 €
Corse							0 €
Ile-de-France							0 €
Occitanie		61 032 €	-165 377 €	-467 €	447 749 €	1 288 €	344 225 €
Hauts-de-France	29 750 €	30 516 €			141 002 €	351 €	201 619 €
Normandie		30 516 €			89 353 €	234 €	120 103 €
Pays de la Loire							0 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur							0 €
TOTAL METROPOLE	29 750 €	152 580 €	-165 377 €	-467 €	1 007 090 €	2 693 €	1 026 269 €
Guadeloupe							0 €
Martinique							0 €
Guyane							0 €
Réunion							0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	29 750 €	152 580 €	-165 377 €	-467 €	1 007 090 €	2 693 €	1 026 269 €

Tableau 2: La compensation financière des transferts de compétences
aux départements sous forme de DGD pour 2017

DEPARTEMENTS	Programme 119
	Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985
Ain	
Aisne	
Allier	
Alpes-de-Haute-Provence	
Hautes-Alpes	
Alpes-Maritimes	
Ardèche	
Ardennes	
Ariège	
Aube	
Aude	
Aveyron	
Bouches-du-Rhône	
Calvados	
Cantal	
Charente	
Charente-Maritime	64 913 €
Cher	
Corrèze	
Corse-du-Sud	
Haute-Corse	
Côte-d'Or	
Côtes-d'Armor	
Creuse	
Dordogne	
Doubs	
Drôme	
Eure	
Eure-et-Loir	
Finistère	
Gard	
Haute-Garonne	
Gers	
Gironde	
Hérault	

DEPARTEMENTS	Programme 119
	Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985
Ille-et-Vilaine	
Indre	
Indre-et-Loire	
Isère	
Jura	
Landes	
Loir-et-Cher	
Loire	
Haute-Loire	
Loire-Atlantique	
Loiret	
Lot	
Lot-et-Garonne	
Lozère	
Maine-et-Loire	
Manche	
Marne	
Haute-Marne	
Mayenne	
Meurthe-et-Moselle	
Meuse	
Morbihan	
Moselle	
Nièvre	
Nord	58 860 €
Oise	
Orne	
Pas-de-Calais	
Puy-de-Dôme	
Pyrénées-Atlantiques	
Hautes-Pyrénées	
Pyrénées-Orientales	
Bas-Rhin	
Haut-Rhin	
Rhône	59 975 €

DEPARTEMENTS	Programme 119
	Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985
Haute-Saône	
Saône-et-Loire	
Sarthe	
Savoie	
Haute-Savoie	
Paris	
Seine-Maritime	
Seine-et-Marne	
Yvelines	
Deux-Sèvres	
Somme	
Tarn	
Tan-et-Garonne	
Var	
Vaucluse	
Vendée	
Vienne	
Haute-Vienne	
Vosges	
Yonne	
Territoire-de-Belfort	
Essonne	
Hauts-de-Seine	
Seine-Saint-Denis	
Val-de-Marne	
Val-d'Oise	
TOTAL METROPOLE	183 748 €
Guadeloupe	
Martinique	
Guyane	
Réunion	
TOTAL OUTRE-MER	0 €
TOTAL	183 748 €

Annexe n°4 :

Tableau 3: La compensation financière des transferts de compétences
au STIF, aux communes et groupements de communes (DGD) pour 2017

STIF, communes et groupements de communes	Programme 119							
	Compensation du transfert des aérodro mes - Ajustement compensation prorata temporis 2015 des postes devenus vacants en 2015	Compensation du transfert des aérodro mes - Compensation des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	Compensation du transfert des aérodro mes - Compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement de la compensation des agents de la 1ère vague ayant opté pour l'intégration au 01/01/2016	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement de la compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels ayant opté au 01/01/2016	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Compensation des personnels ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement poste devenu vacant en 2015
Syndicat mixte du pôle d'activités de Villaroche	29 750 €	44 504 €	117 €					
Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN)				146 414 €	233 €	135 123 €	468 €	1 549 €
TOTAL	29 750 €	44 504 €	117 €	146 414 €	233 €	135 123 €	468 €	1 549 €

Annexe n°5 : Répartition de la compensation de la nouvelle prime d'apprentissage versée en LFI 2017 sous forme de TICPE

	Entreprises de moins de 11 salariés			Entreprises de plus de 11 salariés			NB Total contrats 31 déc. 2013	Compensation nouvelle prime
	1ère année	2ème année	3ème année	1ère année	2ème année	3ème année		Entreprises -11S total contrats x 1000€
Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine	11 551	9 664	1 125	9 032	6 659	1 212	39 243	22 340 000 €
ALSACE	4 032	3 037	273	4 023	2 848	476	14 689	7 342 000 €
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 617	2 000	183	1 897	1 289	213	8 199	4 800 000 €
LORRAINE	4 902	4 627	669	3 112	2 522	523	16 355	10 198 000 €
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	11 682	8 598	899	6 925	4 939	604	33 647	21 179 000 €
AQUITAINE	6 057	4 397	542	3 627	2 547	270	17 440	10 996 000 €
LIMOUSIN	1 261	956	60	598	516	65	3 456	2 277 000 €
POITOU-CHARENTES	4 364	3 245	297	2 700	1 876	269	12 751	7 906 000 €
Auvergne, Rhône-Alpes	14 813	12 920	1 468	9 422	8 755	2 413	49 791	29 201 000 €
AUVERGNE	2 987	1 825	116	1 538	983	139	7 588	4 928 000 €
RHONE-ALPES	11 826	11 095	1 352	7 884	7 772	2 274	42 203	24 273 000 €
Bourgogne, Franche-Comté	6 614	4 594	418	3 679	2 784	450	18 539	11 626 000 €
BOURGOGNE	3 465	2 485	244	1 738	1 366	233	9 531	6 194 000 €
FRANCHE-COMTE	3 149	2 109	174	1 941	1 418	217	9 008	5 432 000 €
Bretagne	6 524	4 176	341	3 808	2 291	370	17 510	11 041 000 €
Centre Val de Loire	6 417	4 503	361	4 445	2 815	413	18 954	11 281 000 €
Corse	730	670	44	329	281	26	2 080	1 444 000 €
Ile-de-France	15 866	12 335	1 619	31 861	16 722	2 857	81 260	29 820 000 €
Nord - Pas-de-Calais, Picardie	10 078	7 123	631	7 233	5 302	872	31 239	17 832 000 €
NORD-PAS-DE-CALAIS	6 874	4 695	455	5 033	3 514	564	21 135	12 024 000 €
PICARDIE	3 204	2 428	176	2 200	1 788	308	10 104	5 808 000 €
Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées	11 564	7 271	451	6 319	4 203	642	30 450	19 286 000 €
LANGUEDOC-ROUSSILLON	5 947	3 759	224	2 964	1 867	248	15 009	9 930 000 €
MIDI-PYRENEES	5 617	3 512	227	3 355	2 336	394	15 441	9 356 000 €
Normandie	8 102	5 483	385	4 630	3 312	510	22 422	13 970 000 €
BASSE-NORMANDIE	3 691	2 428	200	1 905	1 303	193	9 720	6 319 000 €
HAUTE-NORMANDIE	4 411	3 055	185	2 725	2 009	317	12 702	7 651 000 €
Pays de la Loire	9 136	6 648	575	6 040	4 368	722	27 489	16 359 000 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 847	8 811	954	4 644	4 158	1 239	29 653	19 611 849 €
Guadeloupe	289	144	9	160	43	3	648	442 000 €
Guyane	142	39	0	320	67	0	568	181 000 €
Martinique	833	693	257	93	77	29	1 982	1 783 000 €
Réunion	1 843	1 199	122	529	379	56	4 128	3 164 000 €
Mayotte	168	84	0	0	0	0	252	252 000 €
FRANCE ENTIERE	126 199	94 955	9 659	99 469	67 155	12 418	409 855	230 812 849 €

Annexe n° 6 :

**Le partage définitif des services, par décret
en Conseil d'État**

Les décrets ayant fait l'objet d'une publication sont énumérés dans le tableau suivant :

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2006			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les collèges et les lycées et services gestionnaires des personnels TOS (ministère de l'éducation nationale)	Décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005	27 décembre 2005	1 ^{er} janvier 2006
Services transférés au 1^{er} janvier 2007			
Services exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de fonds de solidarité pour le logement (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1343 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences dans les ports départementaux maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1344 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées agricoles et services gestionnaires des personnels TOS des lycées agricoles (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2006-1756 du 23 décembre 2006	30 décembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services transférés au 1^{er} février 2007			
Services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel (ministère de la culture)	Décret n° 2007-20 du 4 janvier 2007	6 janvier 2007	1 ^{er} février 2007
Services transférés au 1^{er} septembre 2007			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées professionnels maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-778 du 10 mai 2007	11 mai 2007	1 ^{er} septembre 2007
Services transférés au 1^{er} janvier 2008			
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (portions résiduelles) et transfert des services au département de la Seine-Saint-Denis exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1614 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans	Décret n° 2007-1615 du	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
le domaine des aérodromes (ministère de l'équipement)	15 novembre 2007		
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports d'intérêt national (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1616 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1617 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau – 5 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1618 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 1 ^{ère} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2007-1946 du 26 décembre 2007	1 ^{er} janvier 2008	1 ^{er} janvier 2008
Services transférés au 1^{er} janvier 2009			
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-791 du 20 août 2008	21 août 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau au profit de 3 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1377 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 au profit de la Communauté d'agglomération de Morlaix (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1378 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales – Transfert au département de la Guyane et à la région Réunion et transfert de portions résiduelles de routes nationales à 10 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1379 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales – Modification du décret du 20 août 2008 (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-1450 du 22 décembre 2008	31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 2 ^{ème} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2008-1552 du 31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009
Services transférés au 1^{er} septembre 2009			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences transférées au STIF en matière de plan de déplacements urbains, d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires et de remboursement des frais de déplacement des élèves et des étudiants handicapés (MEDDTL, ministères de l'intérieur et de l'éducation nationale)	Décret n° 2009-954 du 29 juillet 2009	2 août 2009	1 ^{er} septembre 2009
Services transférés au 1^{er} janvier 2010			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Bretagne au 1 ^{er} janvier 2008 et participant à l'exercice des compétences sur le domaine public fluvial du port de Saint-Laurent-du-Maroni dont la propriété a été transférée à la communauté de communes de l'Ouest guyanais au 1 ^{er} janvier 2009 (MEDDTL)	Décret n°2009-1622 du 23 décembre 2009	26 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 3 ^{ème} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n°2009-1669 du 29 décembre 2009	30 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services chargés de la délivrance des autorisations préalables au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (ministère de l'intérieur et MEDDTL)	Décret n°2009-1726 du 30 décembre 2009	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services transférés au 1^{er} janvier 2011			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Alsace, au département du Bas-Rhin et à la Communauté urbaine de Strasbourg (ministère de l'agriculture)	Décret n°2010-1756 du 30 décembre 2010	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2011
Services transférés au 1^{er} janvier 2012			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial non navigable de la Vire et du canal de Vire-Taute dont la propriété a été transférée au syndicat pour le développement du Saint-Lois (ministère de l'écologie)	Décret n°2011-2017 du 29 décembre 2011	30 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2012
Services transférés au 1^{er} janvier 2014			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial du Var dont la propriété a été transférée au département des Alpes-Maritimes (ministère de l'écologie)	Décret n°2013-1206 du 23 décembre 2013	24 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2014

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2015			
Services déconcentrés du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes (ministère de l'écologie)	Décret n° 2014-1558 du 22 décembre 2014	24 décembre 2014	1 ^{er} janvier 2015
Services déconcentrés participant aux missions de l'autorité de gestion des programmes européens financés au titre du fonds social européen ou du fonds européen de développement régional ou du fonds européen agricole pour le développement rural (ministères de l'intérieur, de l'écologie, de l'agriculture, du travail, de l'économie, de la culture et services du premier ministre)	Décret n° 2015-783 du 29 juin 2015	30 juin 2015	1 ^{er} juillet 2015 pour les services mis à disposition avant le 1 ^{er} avril 2015 sinon 1 ^{er} janvier de l'année suivant la mise à disposition
Services transférés au 1^{er} janvier 2017			
Services déconcentrés participant à l'exercice de la compétence des centres de ressources, d'expertises et de performances sportives (ministère des sports)	Décrets n° 2016-1055 du 1 ^{er} août 2016 et n°2016-1803 du 20 décembre 2016	3 août et 22 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences en matière de formation professionnelle transférés par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de la justice)	Décret n°2016-1678 du 26 décembre 2016	28 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017